

Un dépassement symbolique au Japon

Tokyo a décidé, le lundi 29 décembre, de mettre fin à dix ans de limitation de son budget militaire, levant ainsi un important obstacle au renforcement de sa défense. En déplaçant ce budget pour l'année fiscale 1987, qui commence le 1^{er} avril, le gouvernement japonais renonce symboliquement à un engagement pris en 1976 et fixant à 1 % du produit national brut la limite à ne pas dépasser.

Ce plafond, déterminé alors que l'économie japonaise bénéficiait d'un taux annuel de croissance de quelque 13 %, était devenu de plus en plus difficile à respecter par le gouvernement de M. Yasuhiro Nakasone, pris entre une croissance du PIB inférieure à 4 % cette année et sa promesse envers Washington de renforcer la sécurité du Japon. L'an prochain, le budget de la défense, franchissant de peu la barre de 1 % du PIB, augmentera donc de 5,2 % pour atteindre environ 22 milliards de dollars, aux termes d'un compromis entre le ministère des finances et celui de la défense.

Cet effort demeure faible, si on le compare notamment à ceux d'autres puissances occidentales, les États-Unis consacrant plus de 7 % de leur PIB à leurs dépenses militaires, l'Allemagne fédérale quelque 3,6 % et la France plus de 4 %. Il n'en signifie pas moins que M. Nakasone a ainsi décidé de privilégier l'engagement de son pays dans le camp occidental au risque d'être critiqué par ses voisins et de susciter la colère de son opposition.

Cette dernière a aussitôt dénoncé ce qu'elle considère comme une violation de la Constitution pacifiste de l'après-guerre. Socialistes et communistes manifestent sans doute leur mauvaise humeur en faisant obstruction au Parlement. Début 1987, à un projet d'importante réforme fiscale, les conservateurs au pouvoir disposent toutefois d'une majorité trop confortable depuis le raz de marée électoral de juillet, pour s'en inquiéter outre-mesure.

La décision de Tokyo heurte également les sentiments de ses partenaires régionaux, encore marqués par le souvenir de l'impérialisme et du militarisme de jadis. M. Nakasone ne s'y est pas trompé en affirmant immédiatement que le Japon « ne pouvait absolument pas » devenir une grande puissance militaire.

La réaction la plus hostile, bien entendu, devrait être celle de Moscou, qui sera autant plus portée à dénoncer l'« infatigable » de l'empire nippon aux États-Unis que le dialogue entre les deux capitales semble dans l'imposée.

Reste que le nouveau budget militaire japonais demeure au huitième rang mondial - loin derrière ceux des principales puissances - et que Washington a déjà exprimé sa « grande satisfaction ». Depuis longtemps, en effet, les États-Unis réclamaient que le Japon les soutienne d'un poids en dépensant davantage pour sa propre défense.

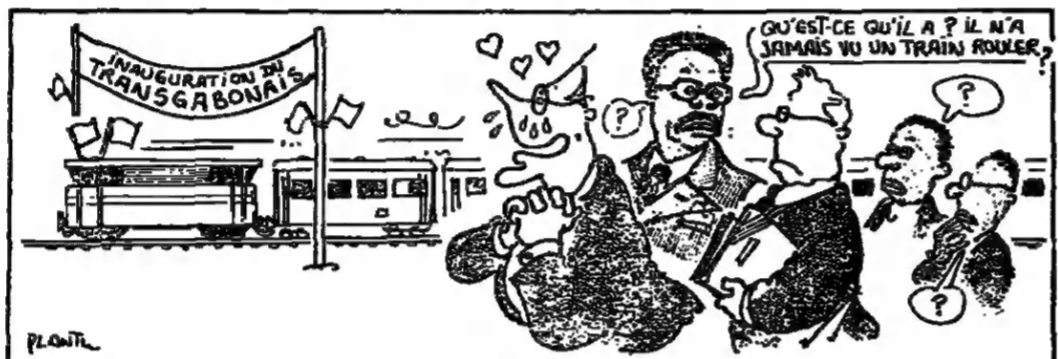
Cette mesure souligne, enfin, que Tokyo prend conscience du renforcement du potentiel militaire soviétique dans la région et que l'opinion publique japonaise n'y est plus indifférente. Même si les objectifs de M. Nakasone demeurent limités, le premier ministre japonais réaffirme ainsi sa volonté de faire de son pays un partenaire actif des Occidentaux, ainsi que l'a déjà indiqué sa décision de participer au programme américain de « guerre des étoiles ».

La reprise des négociations après deux semaines de conflit

Syndicats et grévistes jugent insuffisantes les concessions de la SNCF et du gouvernement

Le gouvernement a décidé de suspendre le projet de nouvelle grille salariale à la SNCF. Cette concession intervenait à la veille de la réunion, ce mardi 30 décembre, de la commission mixte du statut qui doit permettre à la direction et aux syndicats de négocier sur les conditions de travail. Elle n'était pas jugée suffisante par les syndicats et les grévistes qui demandent tou-

jours le retrait pur et simple de cette grille. Celle-ci est seulement gelée « en attendant la conclusion des travaux » du médiateur, M. François Lavondès. Mardi matin, la situation restait tendue à la SNCF, où le trafic n'était assuré en moyenne qu'à 30 %. A la RATP, le mouvement de grève déclenché par la majorité des syndicats était peu suivi dans la matinée.



A chaque entreprise selon... ses mérites

par Alain Vernholes

Les conflits sociaux qui surprennent la France en cette fin d'année inquiètent parce qu'ils semblent menacer le progrès le plus évident accompli depuis longtemps : la désinflation.

Les revendications exprimées à la RATP et à la SNCF, dans les Postes peut-être demain, pourraient être l'affaire de ces seules entreprises et trouver des solutions particulières sans conséquences pour l'ensemble de l'économie. On en a fait au contraire un test de la volonté gouvernementale de maintenir la rigueur en 1987, à un an de la date officielle des élections présidentielles. Un test aussi des chances de la France de conserver durablement des taux faibles d'inflation.

Voilà le problème posé : il serait général et non particulier, politique autant qu'économique, et pour peu qu'on n'y prenne garde, opposerait les nantis aux classes défavorisées de la nation.

C'est un réflexe national que de raisonner ainsi parce que pendant des années - et notamment après les événements de mai 1968 - la mauvaise conscience du patronat et du gouvernement, la peur aussi de voir éclater de nouvelles grandes grèves, ont permis que se développe en France - avec l'approbation tacite de presque tous - la moins rigoureuse des politiques, celle qui voyait les salaires augmenter en permanence plus vite que les prix. Des prix eux-mêmes en hausse de plus en plus rapide : 5,5 % en 1971, 6,2 % en 1972, 7,3 % en 1973, 13,7 % en 1974...

Cette folle inflation de nos habitudes et de nos modes de vie s'est poursuivie jusqu'en 1982, si l'on met à part la tentative - en grande partie avortée - de M. Barre pour y mettre fin. C'est la gauche - et d'abord MM. Pierre Mauroy et Jacques Delors - qui, confrontée en 1982 à de redoutables difficultés financières, mit un terme brutal à ces dérives en blo-

quant les salaires, puis en instituant avec une remarquable habileté la plus contraignante des politiques de revenus. Une politique qui allait avoir pour premier effet de faire régresser le niveau de vie des Français deux années de suite (1983 et 1984), ce qui ne s'était jamais vu depuis la fin de la guerre.

Les grèves actuelles inquiètent parce que chacun se demande si la faible hausse des coûts salariaux que la France enregistre depuis 1985 n'aura été qu'un intermédiaire décevant, imposé par des circonstances exceptionnelles ; ou si au contraire les comportements et la vision des choses ont à ce point changé qu'ils protègent le pays de débordements subits et excessifs comme ce fut le cas en mai-juin 1968 où les fortes revalorisations salariales accordées à tous enclenchèrent un cycle inflationniste dont nous venons à peine de sortir.

(Lire la suite page 17 et nos informations pages 17 et 20.)

La nouvelle poussée libyenne au Tchad

Au lendemain de la prise de Zouar, au Tibesti, par les forces libyennes, M. Jacques Chirac devait s'entretenir de la situation au Tchad, le mardi 30 décembre, avec les chefs d'Etat gabonais et congolais. Le premier ministre est l'hôte du président Bongo, pour l'inauguration à Francville, du chemin de fer transgabonais, en même temps que le président Nguesso, également président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine. A N'Djamena, la radio officielle dénonce le silence de l'OUA face à l'« agression libyenne », et multiplie les commentaires critiques sur la prudence de la France.

PAGE 2

L'accord CGE-ITT signé à Bruxelles

Le deuxième groupe mondial des télécommunications issu de l'entente entre la firme française et le géant américain, a vu le jour le mardi 30 décembre.

PAGE 20

Les militaires en Thaïlande

L'occupation du Cambodge par le Vietnam conforte l'influence de l'armée dans le royaume.

PAGE 3

Un anniversaire en Tchécoslovaquie

Un article de Pavel Tigrid sur la charte 77.

PAGE 6

A la recherche de l'« Oiseau Blanc »

Des expéditions pour retrouver le pilote de l'avion de Nungesser et Coli de l'autre côté de l'Atlantique.

PAGE 8

Le Monde

SCIENCES

La conformité des jonets aux normes de sécurité

L'exotisme au fond du plat

Pages 9 et 10

Le sommaire complet se trouve page 20

La mort de l'ancien premier ministre britannique

Macmillan le rebelle

L'ancien premier ministre britannique, Harold Macmillan, est décédé lundi soir 29 décembre, dans sa propriété de Birch Grove (Sussex). Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Harold Macmillan n'a jamais été l'homme de son apparence physique, encore moins celui de sa caricature... Mais, parce qu'il admirait Disraeli et lisait beaucoup Trollope, son auteur favori, il s'était inconsciemment fabriqué un personnage de premier ministre calqué sur celui de Disraeli, mais plus encore peut-être sur le modèle de ceux qu'on rencontre dans les romans de Trollope (1). Toujours strictement habillé, souvent en jaquette et pantalon rayé, il cultivait cette image de vieux parlementaire sorti directement d'un livre de la comtesse de Ségur.

Harold Macmillan ne disait pas « Ach ! », mais sa façon de s'exprimer brièvement, avec précision parfois, sa tendance à avaler les syllabes, le rendaient souvent inintelligible. Seules des oreilles britanniques, entraînées au débit distingué mais haché, dans la tradition d'Eton et d'Oxford, pouvaient saisir au vol les perles dont il émaillait ses discours. Il était l'aubaine des caricaturistes, prompts à souligner les paupières tombantes, les dents

d'écurie, la moustache drue à la Groucho Marx et, bien sûr, les longs cheveux légèrement bouffants sur les côtés qui lui donnaient l'air d'un épagneul triste.

Un de ses biographes, plutôt sévère, Anthony Sampson, cache mal un certain attendrissement en évoquant le vieil homme d'Etat hantant les six clubs les plus conservateurs de Londres. « ...Il entre, commande peut-être un Dry Martini, puis se tourne pour parler à un des membres du club. Il parle bien, l'esprit sardonique... Tout chez lui paraît s'affaïsser - sa moustache, ses yeux, sa bouche, son cardigan trop large. Sa cravate noire, le soir, est placée sous le col, à la mode edwardienne. Il est un des rares hommes d'Angleterre qui, littéralement, tourne sa langue dans sa bouche quand il raconte une histoire drôle... Dans son répertoire de gestes, il y a la langue qui rentre dans la bouche lorsqu'il prépare une plaisanterie, les coins des yeux qui s'abaissent quand il s'arrête pour souligner un point de son discours, les mains qui s'agitent quand il cherche une nuance, la bouche qui s'ouvre comme une trappe quand il feint l'étonnement... » (2).

Il affectait toujours la désinvolture, le détachement de l'orateur politique, un style qui, en Grande-

Bretagne, reste voué aux plus grandes destinées. « Mac l'Impératorable... » Mais derrière une indolence de surface et une impassibilité calculée, il y avait un caractère très déterminé, combatif même, et entêté.

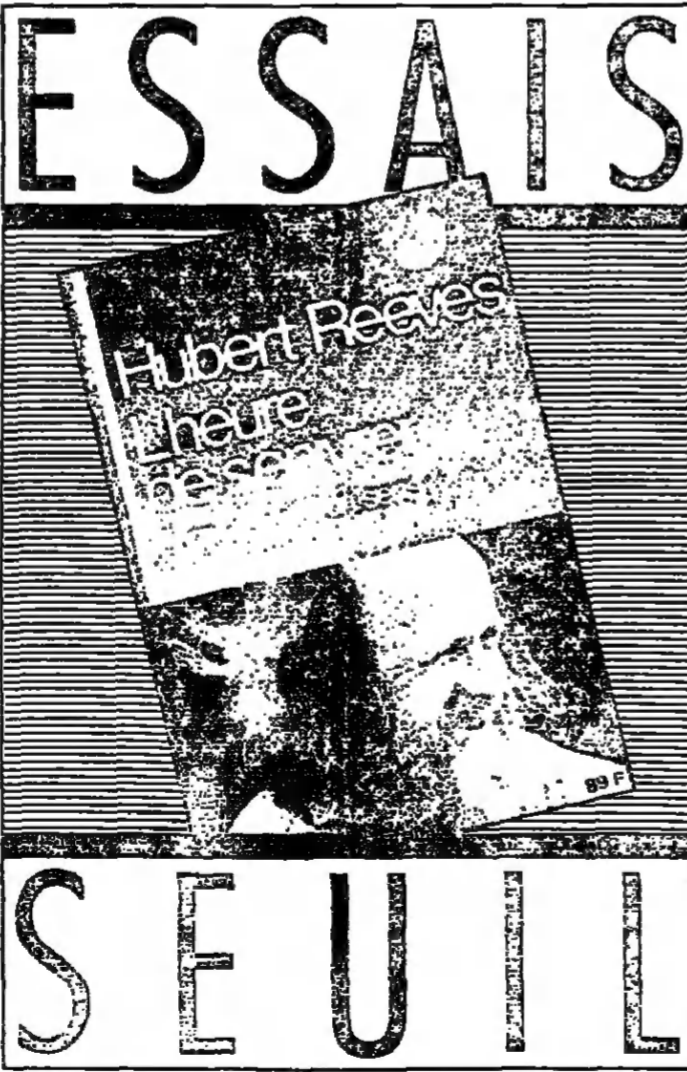
C'est un homme contradictoire. « Un cas d'ambiguïté », selon Anthony Sampson, évoquant sans indulgence les propos publics et privés d'une personnalité dont il reconnaissait l'esprit « fascinant ». D'autres ont vu en Harold Macmillan un « homme-charnière » qui fit la liaison entre deux générations, deux sociétés, et lui attribuent le mérite d'avoir ménagé la transition entre les « vieux » torres du type Salisbury ou Churchill et les « jeunes » néo-conservateurs comme Heath, Maudling, McLeod. A vrai dire, tout comme son modèle, Disraeli, c'était un homme partagé.

HENRI PIERRE

(Lire la suite page 6.)

(1) Anthony Trollope fut l'un des romanciers britanniques à succès du dix-neuvième siècle. On lui doit de savoureuses descriptions de la société provinciale de son temps (le Pasteur, le Docteur Thorne, etc.), et même un ouvrage sur le premier ministre.

(2) *Anatomy of Britain*, Hoddles and Stoughton, 1962, traduit en France chez Robert Laffont.



Dr. V. L. 1.25

Etranger

TCHAD : Après la chute de Zouar

M. Chirac s'entretient de la situation au Tibesti avec les présidents du Gabon et du Congo

Parti de Paris dans la soirée du lundi 29 décembre, M. Jacques Chirac passe la journée de mardi au Gabon, où il était attendu de longue date pour l'inauguration officielle du long de 650 kilomètres que le président Bongo a fait construire pour relier l'intérieur du pays, riche en bois et en minerais, à la côte atlantique. En fait, l'accélération des événements au Tchad risque de donner à ce voyage un tour différent de ce qui était prévu initialement.

Deux heures d'entretien étaient programmées avec le chef de l'Etat gabonais, l'un des partisans les plus résolus de la fermeté à l'égard du colonel Kadafi. Il aura certainement l'occasion de dire ses inquiétudes après la prise de l'ouest de Zouar par les Libyens dans la nuit de dimanche à lundi (nos dernières éditions datées du 30 décembre). Le premier ministre français devait ensuite rencontrer au Gabon M. Denis Sassou Nguesso, chef de l'Etat congolais et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine.

Comme si elle présentait les revers au Tibesti des hommes de M. Koukoui Oueddet, présents maintenant comme parties intégrantes des « forces libyennes », la radio

de N'Djamena dénonçait depuis dimanche le silence de l'OUA sur l'« agression libyenne ». M. Ide Oumaron, secrétaire général de l'organisation a finalement décidé d'envoyer une « mission de médiation » début janvier. Il se rendrait à Tripoli le 2 puis à N'Djamena. Jusqu'à présent les responsables des principaux pays d'Afrique francophone — du Sénégal au Zaïre, de la Côte d'Ivoire au Togo — pressent en privé Paris d'intervenir plus résolument au Tchad pour contraindre le colonel Kadafi, mais ils ne font rien publiquement au sein de l'OUA qui puisse donner les condamnations plus franches à la France en la lavant des soupçons de néocolonialisme.

Une réunion a eu lieu lundi matin à l'Elysée entre MM. Mitterrand, Chirac et Giraud, ministre de la défense, pour évoquer la situation au Tchad. Apparemment, la position française est toujours qu'il n'y a pas lieu d'intervenir directement au-delà du seizième parallèle. Selon certains experts, la prise de Zouar n'est pas un fait déterminant si les forces adverses peuvent tenir les crêtes environnantes où elles se sont repliées après les furieux combats de dimanche. Leur présence rendrait toujours aléatoire pour les Libyens l'utilisation de la piste qui conduit

de la frontière du nord à la palmeraie de Faya-Largeau. Le Niger, dont la frontière se trouve seulement à une soixantaine de kilomètres de Zouar, a affirmé lundi sa « stricte neutralité » dans le conflit. Le président Kountché a déclaré : « Aucune facilité de passage par voies aériennes ou terrestres n'a été et ne saurait être accordée à quelque partie que ce soit. »

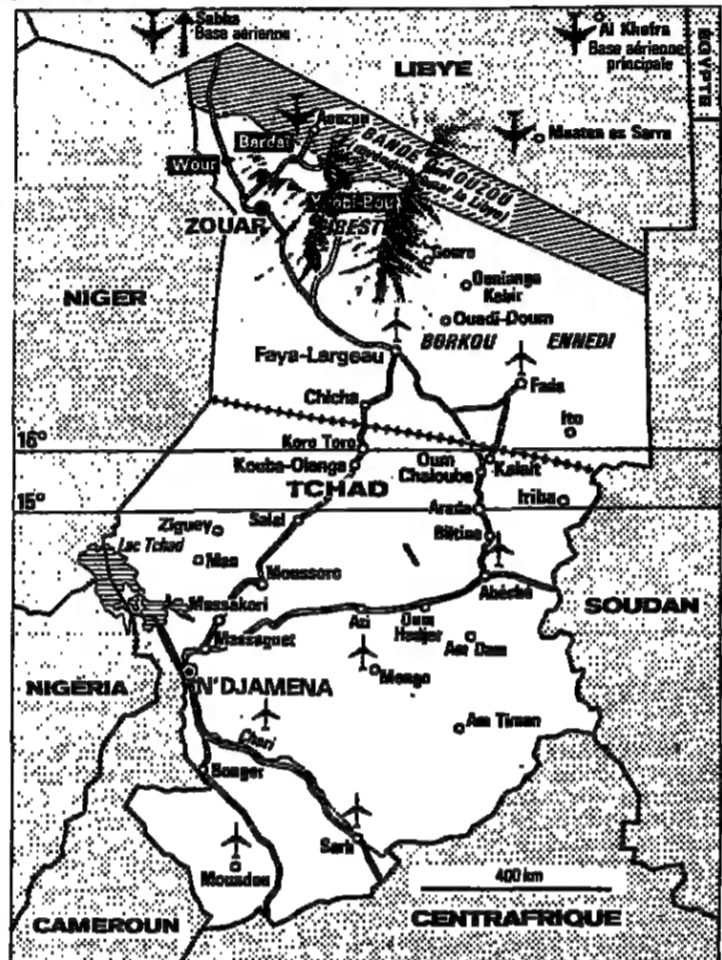
Mardi matin, on ignorait toujours où se trouvait la colonne de renforts envoyée la semaine dernière par le président Hissène Habré aux partisans de M. Koukoui Oueddet (CDR).

Malgré ses affirmations, il est clair que les hommes de M. Ibn Oumar ne doivent leur existence qu'au colonel Kadafi. Le rallie-

cratique révolutionnaire (CDR) présidé par M. Acheik Ibn Oumar, dernière composante de la rébellion tchadienne, a mis Paris en garde contre « le risque d'enlèvement d'une intervention française au Tchad ». Le CDR proteste aussi contre « les tentatives de faire croire à l'existence d'une prétendue armée libyenne à nos côtés ».

Si le mouvement ardent parvient d'une unité d'action avec l'ensemble de l'opposition, et appelle à la réalisation d'un « consensus national », le MDS tient toutefois à préciser - à l'intention semble-t-il de la tendance islamiste - son rejet d'une vision passiste et érigée - tendant à confondre l'islam, foi et doctrine et l'islam en tant que thème d'intervention politique. Le MDS proclame aussi son attachement à la sauvegarde de la législation progressiste en vigueur qu'il illustre entre autres le code du statut personnel.

Alors que le gouvernement a souvent reproché, non sans raison, au MDS son absence de programme, les congressistes se sont livrés à un effort de réflexion pour formuler,



sans de son ancien rival Koukoui Oueddet, toujours privé de sa liberté en Libye. La chute de Zouar a été annoncée à Paris alors qu'à N'Djamena on ne diffusait que des communiqués embrouillés. Le caractère succédait des informations en provenance de la capitale tchadienne fait d'ailleurs craindre que la presse occidentale ne puisse plus travailler sur place.

La radio tchadienne a multiplié ces derniers jours les commentaires traduisant l'énervement des autorités de N'Djamena devant la présence de Paris, soupçonné de ne s'engager que contraint et forcé par les événements quand il est trop tard. De son côté, le Conseil démocratique

ment de M. Koukoui Oueddet, fils du chef spirituel des Toubous, qui, dans le passé, avait déjà donné des preuves d'indépendance à l'égard de son ancien protecteur libyen, a pratiquement mis un terme à la fiction selon laquelle le conflit n'opposait que des factions rivales de Toubous. L'ennui est que ce revirement est intervenu à un moment où M. Hissène Habré n'était pas encore en mesure d'exploiter militairement l'événement, et qu'un fait en principe positif amène une fois de plus Paris à s'interroger sur l'ampleur souhaitable de sa participation à une guerre commencée il y a presque vingt ans.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

TUNISIE

Le MDS étoffe son programme et élargit son implantation

TUNIS de notre correspondant

Le Mouvement des démocrates socialistes (MDS) persiste à refuser toute concession au pouvoir, estimant apparemment que c'est à celui-ci de prendre l'initiative de la reprise d'un dialogue interrompu depuis plus de deux ans. Les différents textes publiés lundi 29 décembre, à l'issue de son deuxième congrès (le Monde daté 28-29 décembre) réaffirment en effet, non sans vigueur, les principes revendiqués du mouvement en faveur d'une amnistie générale, des libertés publiques et individuelles, de l'indépendance de la justice, de l'autonomie syndicale, de l'abrogation des dispositions de la Constitution relatives à la succession du chef de l'Etat (1) et d'une séparation de la fonction de président du parti gouvernemental avec celle de président de la République.

Si le discours ardent parvient d'une unité d'action avec l'ensemble de l'opposition, et appelle à la réalisation d'un « consensus national », le MDS tient toutefois à préciser - à l'intention semble-t-il de la tendance islamiste - son rejet d'une vision passiste et érigée - tendant à confondre l'islam, foi et doctrine et l'islam en tant que thème d'intervention politique. Le MDS proclame aussi son attachement à la sauvegarde de la législation progressiste en vigueur qu'il illustre entre autres le code du statut personnel.

Alors que le gouvernement a souvent reproché, non sans raison, au MDS son absence de programme, les congressistes se sont livrés à un effort de réflexion pour formuler,

dans les documents qu'ils ont adoptés, une série de propositions, notamment au niveau économique. Ainsi sont définies les lignes directrices pour la réorientation d'une économie « moins dépendante de l'extérieur », la maîtrise des déséquilibres intérieurs et extérieurs, la réduction des inégalités sociales, l'assainissement et la démocratisation de la gestion.

Les élections aux différentes instances de direction du MDS, qui ont été clôturées, n'ont pas été non plus sans intérêt puisqu'une réelle possibilité de choix - à bulletin secret - s'offrait aux congressistes et que ceux-ci ne s'en sont pas privés. En reconduisant M. Ahmed Messiri, fondateur du mouvement, dans ses fonctions de secrétaire général, le congrès a affirmé son autorité de leader en lui conférant une très large légitimité démocratique, ce qui n'est pas pour surprendre outre mesure. En revanche, l'arrivée parmi les quinze membres du bureau politique, de plusieurs responsables régionaux n'est intervenue qu'après une épreuve compétitive. Cette nouvelle composition de sa direction paraît traduire une implantation plus large du MDS dans l'intérieur du pays et vient démentir l'étiquette qu'on lui a souvent accolée : « Parti pour la bourgeoisie tunisienne ».

MICHEL DEURE.

(1) Le MDS souhaite l'organisation d'élections présidentielles en cas de vacance de la magistrature suprême, alors que la Constitution prévoit que c'est le premier ministre en exercice qui succède automatiquement au chef de l'Etat.

ALGÉRIE

Ancien chef d'état-major Le général Benloucif est écarté du bureau politique du FLN

Alger (AFP). - Le général Mostefa Benloucif, qui avait été déchargé de ses fonctions de chef d'état-major de l'Armée algérienne le 22 novembre dernier, « pour raisons de santé », a été « dispensé de ses fonctions en tant que membre suppléant du bureau politique » du FLN (parti unique), a-t-on annoncé officiellement lundi 29 décembre à l'issue de la session du comité central (le Monde du 30 décembre).

Le général Benloucif, âgé de quarante-sept ans, n'a pas réapparu en public depuis le 1^{er} novembre. Il était membre suppléant du bureau politique depuis janvier 1984 et avait été nommé à la tête de l'état-major en novembre de la même année. D'autre part, M. Rachid Ben

Brahim, en « libération » travaillant à la RTA (Radio-Télévision algérienne), comparu dimanche devant le tribunal correctionnel d'Alger pour « offense aux corps constitués », a-t-on appris dans les milieux judiciaires à Alger.

Le procureur de la République a requis deux ans de prison ferme contre le général, accusé d'avoir distribué des tracts antirégimeaux. Le jugement sera rendu le 11 janvier.

M. Ben Brahimi, incarcéré depuis le 29 novembre, est connu pour ses liens avec les milieux syndicalistes. Il a réalisé de nombreuses émissions sur la résistance palestinienne.

Amériques

ÉTATS-UNIS

Le juge ne retient pas l'accusation de « meurtre » dans le récent incident racial de New-York

New-York (AFP). - Un juge new-yorkais a rejeté, le lundi 29 décembre, l'accusation de meurtre contre trois jeunes Blancs qui avaient pris en chasse des Noirs, il y a dix jours, dans le quartier de Queens et provoqué la mort de l'un d'eux (le Monde du 25 décembre). Le juge a fondé sa décision sur le refus de témoigner de deux des Noirs attaqués.

Le juge a toutefois renvoyé le cas devant une chambre de mise en accusation qui pourrait rétablir les charges pesant sur les trois adolescents, âgés de seize à dix-sept ans. Ceux-ci faisaient partie d'un groupe de jeunes Blancs qui avaient attaqué à coups de battes trois Noirs dans le quartier rési-

dentiel de Howard Beach, dans le Queens.

L'un des Noirs, Michael Griffith, vingt-trois ans, voulant échapper à ses poursuivants, s'était retrouvé sur une voie express. Heurté de plein fouet par une voiture, il avait été tué sur le coup.

Le juge a également rejeté les accusations d'homicide involontaire et d'agression portées contre le groupe des assaillants, ne retenant contre eux que celle de « comportement dangereux par imprudence ».

Cette décision a provoqué un tollé parmi les Noirs venus assister à l'audience et dont l'expulsion a été aussitôt ordonnée. Une détective de la police avait rapporté peu auparavant les propos d'un des jeunes Blancs, qui aurait dit à ses amis le soir du drame : « Allons tuer quelques Nègres ».

Le maire de New-York, M. Edward Koch, qui avait appelé dimanche à la formation d'une commission nationale sur le racisme, s'est déclaré déçu de la décision du juge et a demandé « à toute personne qui le peut de témoigner » dans cette affaire.

■ SURINAME : Les trois pilotes enlevés par les rebelles se sont échappés. - John Adel et Guno Iles, employés par les lignes aériennes du Suriname (SLM), et Orlando Van Amson, de la société privée Goni Air Service, qui avaient été enlevés par les rebelles le 25 décembre Paramaribo après avoir faussé compagnie à leurs collègues. Ils sont parvenus à s'échapper du canot sur lequel ils se déplaçaient en compagnie du chef rebelle Ronny Brunswijk lorsque l'embarcation a été arrêtée par une patrouille française en Guyane. Après les avoir interrogés, les autorités françaises ont permis aux pilotes de rester en Guyane le temps de contacter SLM, qui a organisé leur retour au Suriname. - (Reuters).

Le Pentagone demande de nouveaux crédits

Washington (AFP). - Le secrétaire à la défense, M. Weinberger, a demandé, lundi 29 décembre, au Congrès d'approuver une allocation supplémentaire de 2,8 milliards de dollars pour le Pentagone, dont 500 millions pour la « guerre des

étoiles », dans le cadre de l'exercice 1987. Un budget militaire de 289,4 milliards de dollars a déjà été approuvé par le Congrès pour cet exercice qui a commencé le 1^{er} octobre dernier, et cette rallonge est nécessaire pour répondre aux « besoins vitaux du Pentagone », a affirmé M. Weinberger.

Une partie (110 millions de dollars) des sommes requises pour les recherches sur l'initiative de défense stratégique (IDS) est destinée aux premières études en vue de construire un nouveau lanceur de forte puissance, capable de placer sur orbite des charges de 50 à 70 tonnes, notamment des éléments de la future station orbitale. La nécessité de disposer d'un tel lanceur est devenue « de plus en plus apparente au cours des récents mois », a affirmé M. Weinberger.

Le Monde
sur minitel
MESSAGES

Pour écrire au Monde. Pour dialoguer. Pour réagir.

36.15 TAPÉZ LEMONDE

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 635772 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-41
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Robert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Foccart (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Éditions,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouff.

Rédacteur en chef :
Daniel Verne.

Correspondant en chef :
Claude Sala.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde (USPS 705-010) is published daily, except Sundays for \$4.00 per year by Le Monde
a/o Spedidex, 45-46 38 th street, L.C.L. N.Y. 11104. Second class postage paid at
New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Spedidex, U.S.A.
P.R.C., 45-46 38 th street, L.C.L. N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

BP 507 69
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F - 762 F - 1 089 F - 1 398 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F - 972 F - 1 404 F - 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre le dernier
bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'office
tous les sept ans à nos capitaux
d'impression.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tape LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Diplomatie

Rétablissement
des relations
avec la Grande-Bretagne
et le Guatemala

Londres - Le Foreign Office a
annoncé lundi 29 décembre le ré-
tablissement des relations diplomatiques
avec la Grande-Bretagne et le
Guatemala. L'annonce a été faite
après que le Guatemala avait
proposé ses revendications per-
manentes au sujet du territoire de
Belize. Les deux pays avaient
déclaré la rupture de leurs relations
diplomatiques en 1962 en raison
de quelques années après l'arri-
vée au pouvoir d'un gouvernement
guatémaltèque. Au Belize, le
gouvernement maintient toujours
la position de celle six cents mil-
lions de dollars d'un accord de
coopération - (AFP, UPI).

Asie

THAILANDE: l'évolution du régime parlementaire

L'occupation du Cambodge par Hanoï conforte l'influence des militaires

BANGKOK
de notre envoyé spécial

A deux reprises, depuis les élections générales de juillet 1986, les militaires thaïlandais ont rappelé qu'ils entendaient conserver, dans les affaires de l'Etat, le rôle déterminant qu'ils jouent depuis qu'ils ont renversé, en 1932, la monarchie absolue. A cet égard, après les deux guerres d'Indochine, l'occupation militaire du Cambodge par le Vietnam, en 1975, et en 1985, aient échoué, la deuxième plutôt lamentablement.

Le Vietnam n'a, sans aucun doute, rien entrepris pour affaiblir les positions de ces généraux que Hanoï a souvent qualifiés par le passé, de « clique militaire réactionnaire ». Certes, les Thaïlandais se sont nettement rangés, dans les années 60, aux côtés des Américains, autorisant ces derniers à lancer, à partir du territoire thaïlandais, des raids aériens contre des objectifs communistes. Bangkok a même accepté de faire stationner, pendant quelques années, une division thaïlandaise au Vietnam du Sud, non loin de Saigon.

Une menace réelle

Parmi les quarante-cinq membres du gouvernement formé le 11 août, après les récentes élections, douze sont d'anciens officiers. Premier ministre depuis 1980, le général Prem Tinsulanonda, lui-même un ancien commandant en chef de l'armée de terre, envisage de prendre sa retraite politique après la célébration, qui s'annonce exceptionnelle, du 60^e anniversaire du roi Bhumibol, en décembre 1987.

Le candidat le mieux placé à la succession de M. Prem n'est autre que le général Chaovalit, qui s'est engagé à prendre sa retraite militaire dans un an, à l'âge de cinquante-cinq ans, et qui pourrait faire ses classes au ministère de la Défense, en attendant que l'actuel chef du gouvernement se retire.

Si les chefs militaires prennent plus de gants que par le passé avec le personnel politique civil, c'est bien que le pays lui-même a changé. Après trente ans d'expansion économique sans précédent, la Thaïlande fait face, avec plus de bonheur que ses voisins, à la récession actuelle, puisque son taux de croissance est demeuré proche de 4 % en 1986 et qu'il devrait être légèrement supérieur à 5 % l'an prochain, une tendance qui préfigure une reprise, en dépit de la crise du sucre, et surtout, du renouveau du marché du riz, dont ce pays demeure le premier exportateur mondial.

Cet enrichissement — généralisé — a coincidé avec le règne de Bhumibol, un monarque conservateur, dont le principe est aujourd'hui à son déclin et qui fait figure de modérateur de la vie sociale et politique. La Thaïlande est, de nos jours, devenue une société fort complexe que les militaires seraient bien en peine de gérer seuls, même quand ils bénéficient de privilèges évidents.

En septembre dernier, vingt-huit officiers impliqués dans la tentative de coup d'Etat de 1981 ont ainsi été réintégrés dans l'armée, sur ordre du premier ministre, en compensation typique de l'establishment politico-militaire thaïlandais.

Mais les militaires thaïlandais ont beau jeu de rappeler, aujourd'hui, la menace que pour représenter la présence de nombreuses unités vietnamiennes sur leur frontière avec le Cambodge. L'armée se taille ainsi une part importante du budget et peut, sans solliciter de tolérances, équiper de chasseurs-bombardiers F-16, de fabrication américaine, ou acheter des stocks d'armes et de munitions en territoire thaïlandais. Dans le royaume, les implications de l'occupation militaire du Cambodge par le Vietnam ne se discutent même pas. Qui oserait prétendre que cette menace n'est pas réelle ?

La politique de patronage l'emporte

En outre, elle tue dans l'œuf tout débat idéologique. Le développement d'un capitalisme sauvage est peu contesté. Sur le terrain — dans les bidonvilles de Bangkok ou dans les pauvres campagnes du Nord-Est — les travailleurs sociaux prennent bien soin de ne pas se démarquer du régime, de peur d'être présentés comme des éléments subversifs. Partout, la politique de patronage l'emporte, encouragée par la Cour — dont les œuvres sociales sont importantes — et la tolérance d'un bouddhisme pratiqué par les quatre cinquièmes de la population.

Enfin, le Vietnam ne donne sûrement pas le bon exemple des bienfaits du socialisme. La crise aiguë que connaît l'économie vietnamienne — et son retard considérable par rapport à celle de la Thaïlande — a notamment découragé tout mouvement « progressiste » dans un royaume qui, tout en ayant une longue pratique des putsch militaires, n'affiche guère de pechants pour les révolutions profondes.

Eparpillée par la colonisation, la Thaïlande a su, chaque fois qu'il le fallait, s'adapter aux circonstances. Et tant que le Vietnam maintiendra une garnison au Cambodge, les généraux du dernier pays d'Indochine ne peuvent que se féliciter de leur présence au centre de la vie politique, ne serait-ce qu'en invoquant la raison de sécurité.

JEAN-CLAUDE POMONTI

VIETNAM: pause après le congrès du PC

Pas de changements à la tête de l'Etat

Hanoï (AFP). — La session d'hiver de l'Assemblée nationale vietnamienne s'est achevée lundi 29 décembre, apparemment sans que des changements aient été décidés à la tête de l'Etat, selon un communiqué publié mardi par la presse vietnamienne. Ce communiqué se borne à indiquer que l'Assemblée nationale a adopté le projet de budget et le plan d'orientations économiques pour 1987, entériné le budget 1986, voté une nouvelle loi sur le mariage et la famille et adopté une motion de soutien à l'appel lancé par l'URSS à tous les parlements du monde pour le désarmement nucléaire.

Le communiqué ne mentionne aucun changement au gouvernement ou au Conseil d'Etat. Ce silence semble confirmer les informations recueillies, depuis une semaine à Hanoï selon lesquelles les dirigeants vietnamiens ont décidé de faire une pause dans le renouvellement du personnel à la tête du pays après les mutations intervenues à la direction du parti lors du sixième congrès. Selon la Constitution, seule l'Assemblée nationale peut désigner le président du Conseil d'Etat ou le premier ministre. Les titulaires de ces deux postes, MM. Truong Chinh et Pham Van Dong, ont abandonné leurs fonctions à la tête du parti lors du congrès en raison de leur âge et de leur état de santé. Tout le monde prévoyait, il y a quelques semaines encore, que MM. Truong Chinh et Pham Van Dong seraient également remplacés à la tête de l'Etat lors de cette session de l'Assemblée nationale.

Apaiser les tensions

Ce report de dernière minute des changements prévus officiellement depuis un an répond au souci des dirigeants vietnamiens d'apaiser les tensions au sein du parti, exacerbées par le congrès. Le PC vietnamien est apparu ces derniers mois profondément divisé sur le choix des hommes appelés à remplacer la « vieille garde », et de nombreux cadres « conservateurs » semblent avoir du mal à accepter la nomination à la tête du parti du chef de file des « rénovateurs », M. Nguyen Van Linh.

Le communiqué final de l'Assemblée nationale évoque pas davantage un éventuel remaniement ministériel partiel, qui semblait inévitable à la suite du départ-sanction d'un certain nombre de ministres des instances dirigeantes du parti lors du congrès. Un tel remaniement, du ressort du Conseil d'Etat, qui se réunit tous les mois, ne demeurait cependant pas exclu dans les jours ou les semaines qui viennent.

AFGHANISTAN

Paris va tripler son aide aux réfugiés

La France a récemment annoncé son intention de renforcer l'aide qu'elle accordait déjà aux réfugiés afghans (le Monde dans des 28-29 décembre), sur le plan « matériel et humanitaire ». L'effort ainsi consenti par Paris s'élevait, pour 1986, à environ 1,6 million de francs; il va plus que tripler en 1987, pour atteindre les cinq millions.

A ce sensible accroissement quantitatif, auquel le secrétariat d'Etat aux Droits de l'Homme contribuera largement, répondra par ailleurs une plus grande diversification de l'aide, comme on l'avait laissé entendre à M. Burhanuddin Rabbani, porte-parole de l'Alliance islamique des Moudjahidins d'Afghanistan, lors de sa visite au Quai-d'Orsay et à Matignon en juin dernier.

Cette aide existait déjà sous deux formes : l'assistance alimentaire aux Afghans réfugiés au Pakistan et l'attribution de quelques bourses d'études. Deux autres modes d'intervention vont être utilisés l'an prochain : le versement d'une contribution exceptionnelle au HCR (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés), à charge pour lui de dispenser sur le terrain une aide supplémentaire d'urgence, et une aide à certaines organisations non gouvernementales elles aussi actives en faveur des réfugiés afghans.

S'agissant de l'aide alimentaire — non comptabilisée dans le budget global de l'assistance française, — elle sera renforcée : la France, qui a distribué 17 000 tonnes de blé aux réfugiés afghans en 1986, veut porter ce chiffre à 20 000 tonnes en 1987. Elle continuera par ailleurs à verser une importante quote-part (23 % l'an dernier) de l'effort consenti en faveur de ces réfugiés au Pakistan par la Communauté européenne, et qui a représenté un total de 21 millions de francs en 1986.

Le nombre des bourses d'études passera d'une dizaine à vingt-cinq. Les bénéficiaires en seront de jeunes Afghans que la guerre empêche de poursuivre leurs études dans leur pays. Paris en a déjà accueilli un certain nombre, en particulier dans le domaine des sciences et techniques de l'information. Un problème se pose cependant pour les autorités françaises : celles-ci souhaitent éviter que les organisations de résistance les plus intégristes ne soient, comme le cas se produit souvent, les principales bénéficiaires de telles mesures, et ne sélectionnent les candidats sur des critères essentiellement religieux.

On souhaiterait donc du côté français recevoir un nombre suffisant de demandes — et que celles-ci émanent de milieux suffisamment variés — pour pouvoir effectuer ensuite un véritable choix.

Quant aux subventions désormais versées aux organisations non gouvernementales (ONG) intervenant à l'intérieur de l'Afghanistan, elles s'élèveront à environ 2 millions de francs en 1987. Les bénéficiaires en seront notamment — mais cette énumération n'a rien d'exhaustif — les Amitiés franco-afghanes (AFRANE), la Ligue européenne du raid, le Bureau international pour l'Afghanistan (BIA) et certaines organisations médicales internationales.

Ces fonds pourraient-ils être affectés à l'achat d'armes pour la résistance ? On ne semble pas l'envisager au Quai-d'Orsay. Il est vrai que celle-ci en est déjà relativement bien pourvue par d'autres pays (l'Arabie saoudite, l'Egypte, les Etats-Unis), et que de toute façon les sommes allouées par Paris ne sont pas de celles qui permettent de constituer, ou même simplement d'entretenir, un arsenal.

Mais c'est tout de même la première fois que, par le jeu de ces subventions (et dans une certaine mesure de ces bourses d'études), la France intervient non plus seulement en faveur des réfugiés mais aussi des populations restées en Afghanistan et qui luttent contre l'invasion soviétique.

BERNARD BRIGOULEIX.

CHINE: l'agitation en faveur de la démocratie

A Pékin, des étudiants continuent de braver l'interdiction de manifester

Quelque quatre cents élèves de l'Ecole normale de Pékin ont manifesté sur leur campus dans la nuit du lundi 29 au mardi 30 décembre, défiant ainsi les nouvelles lois interdisant toute manifestation publique non approuvée à l'avance par les autorités. Les étudiants s'apprêtaient à envahir les rues de la capitale, pour la deuxième nuit consécutive, quand la police a fermé les portes du campus. Des témoins ont rapporté que les étudiants, agglutinés aux barreaux des grilles, tentaient apparemment de s'échapper alors que des agents de sécurité en

uniforme bien montés la garde et que plusieurs véhicules de la police stationnaient aux alentours.

La veille, selon le quotidien *Pékin Soir*, de deux à trois cents étudiants « entraînés par des meneurs » s'étaient rendus dans les trois principales universités de la capitale (celles de Pékin et de Qinghua, ainsi que l'université du Peuple), pour appeler les étudiants à manifester.

« A bas la dictature ! »

Selon un témoin les protestataires, qui réclamaient davantage de démocratie, se comptent de deux à trois mille. Un autre témoin a affirmé que plus de deux cents étudiants ont pénétré, lundi matin, sur le campus de l'université de Pékin aux cris de « A bas la dictature ! ». Depuis vendredi dernier, toute manifestation à Pékin doit recevoir l'aval de la police cinq jours avant son déroulement.

Pékin Soir a annoncé l'ouverture d'une enquête, la « conduite » des étudiants ayant été jugée « illégale ». Lundi, des affiches murales sont apparues sur les murs de l'université de Pékin appelant à une manifestation le jour de l'Aa sur la place Tiananmen, la plus grande de la capitale. D'autres affiches accusaient le PC d'avoir mis un terme au mouvement étudiant en faveur de la démocratie et réclamaient « la liberté, la démocratie et des journaux privés ». Selon la loi, les auteurs d'affiches mettant en cause la légitimité du parti peuvent être passibles de peines allant jusqu'à cinq ans de détention. — (AFP, Reuters.)

La presse donne un large écho à la visite de M. Lionel Jospin

PEKIN
de notre correspondant

En deux jours dans la capitale chinoise, M. Lionel Jospin aura eu deux fois les honneurs de la « une » du *Quotidien du peuple*. Lundi 29 décembre, sa photo en compagnie de son hôte, M. Hu Yaobang, secrétaire général du PCC, trône au centre de la première page à côté d'un éditorial qui rappelle à l'ordre les étudiants. Il n'était donc pas étonnant que les deux responsables « échangent leurs expériences », comme le veut la formule consacrée ici, sur ce sujet.

M. Hu en a profité pour rappeler à ceux des étudiants qui l'avaient peut-être un peu vite oublié que « la politique du parti et du gouvernement est en accord avec les vœux du peuple chinois ». Du côté chinois, on a par ailleurs reconnu le rôle joué par la télévision locale, qui avait diffusé des images des manifestations estudiantines françaises, et leur influence sur les jeunes Chinois.

Le PCC, qui a, depuis des années, renforcé ses relations avec des partis non communistes et qui n'hésite plus à avoir des contacts avec des personnalités de tout bord, y compris conservatrices, accorde aux socialistes français un traitement privilégié, y compris, semble-t-il, par rapport au PCF.

Il suit aussi de très près les avatars de la collaboration en France, même si, comme l'a reconnu implicitement le premier secrétaire du PS — qui est accompagné de M. Louis Joxe, président du groupe parlementaire socialiste, — un consensus règne entre l'Elysée et Matignon à propos des relations avec la Chine.

PATRICE DE BEER.

● SINGAPOUR : remaniement ministériel. — Un remaniement ministériel, effectif à partir du 1^{er} janvier, élève au rang de ministre à part entière trois membres du cabinet, dont le fils du premier ministre, Lee Kuan Yew. Selon un communiqué officiel, diffusé lundi 29 décembre, le général Lee Hsien Loong, ministre par intérim du commerce et de l'industrie depuis février dernier, est confirmé dans ses fonctions et conserve le poste de vice-ministre de la Défense. M. Lee Yock Suan devient ministre du travail et M. Wong Kan Seng, ministre du développement social et vice-ministre des affaires étrangères. M. Wong abandonne ses fonctions de ministre d'Etat à la communication et à l'information. M. Supphak Dhanabalan se voit confier également le ministère du développement national, suite au décès du tenant du portefeuille, Teh Cheng Wan. — (AFP.)

Corriger les injustices

En brandissant, de nouveau, la menace du communisme, le communiste en chef de l'armée de terre et attribué la responsabilité, au moins en partie, aux politiques peu préoccupées, selon lui, de corriger les injustices et d'améliorer les conditions de vie des paysans, deux éléments essentiels de la lutte contre le PC. Mais, dans les deux cas, l'armée a ainsi voulu rappeler au personnel politique qu'elle entendait demeurer associée à la gestion du pays, même quand elle s'engageait — ce qui fut le cas, trois mois avant le scrutin législatif du 27 juillet — à se tenir à l'écart de la politique.

Le fonctionnement du régime parlementaire n'a jamais été facile en Thaïlande, les coups d'Etat s'étant répétés, trop souvent, dans le passé, comme le moyen le plus sûr de résoudre les conflits.

Diplomatie

Rétablissement des relations entre la Grande-Bretagne et le Guatemala

Londres. — Le Foreign Office a annoncé lundi 29 décembre le rétablissement des relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et le Guatemala, vingt-cinq ans après leur rupture. Le Guatemala avait rompu ses relations avec Londres pour appuyer ses revendications territoriales sur la colonie du Honduras britannique, devenu depuis 1981 le Belize. Les deux pays avaient déjà rétabli des relations consulaires l'été dernier, quelques mois après l'arrêt d'un pouvoir d'un gouvernement encore, que M. M. Truong Chinh et Pham Van Dong seraient également remplacés à la tête de l'Etat lors de cette session de l'Assemblée nationale. — (AFP, UPL.)

Proche-Orient

Le conflit du Liban

- **Contacts en vue d'une rencontre de M. Assad et M. Gemayel**
- **Accalmie dans la « guerre des camps »**

Des contacts préliminaires à une éventuelle rencontre des présidents syrien et libanais se sont poursuivis lundi 29 décembre à Beyrouth. Le ministre libanais de l'Éducation, M. Selim Hoss, a ainsi reçu M. Moustapha al Haj Ali, envoyé spécial du vice-président syrien, M. Khaddam, qui, à Damas, est en charge du dossier libanais. À l'issue de cet entretien, M. Hoss a indiqué que « l'éventualité de la tenue d'un sommet entre les deux présidents [entre lesquels les ponts sont rompus depuis janvier dernier] se précise », même si « rien de définitif n'a encore été décidé ».

Toujours à Beyrouth, les affrontements entre miliciens chiites du mouvement Amal et les combattants palestiniens retranchés dans leurs camps ont connu, lundi, une certaine accalmie du fait de pluies torrentielles qui se sont battues sur la capitale libanaise. A Damas, le chef d'Amal, M. Nabih Berri, a assuré qu'il s'engageait « à observer un cessez-le-feu unilatéral dans tout le Liban à partir du Nouvel An ».

Il a expliqué qu'Amal acceptait définitivement le projet iranien destiné à arrêter la « guerre des camps » (qui dure depuis trois mois). « Il faut, a-t-il dit, mettre un terme aux combats qui ne profitent qu'à Israël et, par conséquent, Amal (le chef de l'OLP) ne pourra réaliser aucune victoire ».

« Dès le premier jour de l'année nouvelle, a poursuivi M. Berri, nous autoriserons le ravitaillement en vivres et en médicaments du camp de Rachidiyé », à Tyr.

Enfin, dans Liban nord, dans la région de Tripoli, les forces de Damas, qui traquent des miliciens intégristes, ont reçu, lundi, des renforts en hommes et en blindés, selon la police libanaise. Ces renforts participent à la chasse à l'homme que mènent les troupes de Damas depuis une semaine contre les intégristes sunnites pro-palestiniens. — (AFP, Reuters.)

Jérusalem enregistre sans inquiétude excessive le retour en force de M. Arafat

TEL-AVIV
de notre correspondant

Intéressé au premier chef par l'évolution de la situation militaire au Liban sud, Israël y observe le retour en force de l'OLP évidemment sans aucun plaisir mais, pour l'instant, sans inquiétude excessive.

Selon les estimations d'une source militaire haut placée à Tel-Aviv, entre sept mille et huit mille combattants palestiniens se trouvent de nouveau au Liban, dont deux mille trois cents à Beyrouth, deux mille cinq cents dans la région de Saida (sud du pays), neuf cents dans la montagne du Chouf, sept cents à Tripoli (Nord) et trois cents à Tyr. Deux combattants sur trois à Beyrouth et un sur deux à Saida appartiennent au Fath de Yasser Arafat.

Pendant la « guerre des camps », à Magdouché comme à Beyrouth, soulignait-on de même source, lundi 29 décembre, l'OLP a démontré ses dernières semaines d'évidentes qualités militaires. Les Palestiniens ont estimé correctement le rapport des forces en présence, lancé leurs attaques au moment opportun, manifesté une grande confiance en eux-mêmes et affiché un excellent moral. Plusieurs de leurs chefs présents en première ligne ont été blessés ou tués au cours des affrontements avec les milices chiites d'Amal. Ils n'ont rencontré aucune difficulté dans leur approvisionnement en armes, dépensant les munitions sans compter.

Vus d'Israël, les récents combats ont d'abord illustré la nette supériorité du Fath au sein du mouvement palestinien. Bénéficiant du soutien et de la sympathie de l'écroulée majorité des réfugiés, les partisans de Yasser Arafat ont gardé la haute main sur les opérations. Contrôlant désormais la route côtière et Saida, ville-clé du Sud, le Fath est devenu la force dominante dans la région, la mieux organisée et la plus résolue.

En luttant côte à côte, les diverses factions du Fath — dissidents et loyalistes — ont renforcé — pour combien de temps ? — l'unité politique du mouvement. L'autorité et le prestige de M. Arafat se sont consolidés aux yeux de ses partisans et de ses rivaux. Sur le terrain, estime la même source, l'OLP sert les rangs. Huit organisations palestiniennes, observe-t-on ici, ont fait cause commune avec le Fath. Totalement inféodées à Damas, seule la Saïka a déserté cette alliance de facto, principalement excitée sur une coopération entre le Fath et le FPLP. Celle-ci avait été scellée à Moscou le 21 novembre, lors d'une rencontre entre Georges Habbache et Abou Jihad.

Autre constat d'Israël : le Fath a obtenu pour le moins la neutralité des autres communautés libanaises. Les revers d'Amal ont d'autant plus de portée, ajoute-t-on, que le mouvement chiite « est la seule force libanaise qui n'ait pas réussi à remettre les Palestiniens à leur place ». Les militaires israéliens n'ont visiblement guère envie de commettre l'assaut que leurs alliés d'autrefois, les Forces libanaises (chrétiennes), fournissent aujourd'hui aux Palestiniens, en facilitant notamment leurs transferts entre Chypre et le port de Jounieh. Ils se contentent de renvoyer à la mise en garde adressée aux chrétiens la semaine dernière par le ministre de la Défense, M. Itzhak Rabin.

Une victoire coûteuse

Pour l'État juif, donc, aucun doute : les Palestiniens ont remporté au Liban sud d'importants succès, même s'ils sont loin d'avoir reconquis leur puissance d'avant 1982. Cette victoire reconnue à l'ennemi, les Israéliens la nuancent néanmoins en évoquant le coût humain payé par l'OLP et la fragilité de ses acquis. On ne juge pas invraisemblable l'inventaire des dommages subis,

tel qu'il fut dressé par Yasser Arafat : deux mille cinq cents Palestiniens, civils pour les trois quarts, tués, blessés ou disparus à Beyrouth et dans le Sud ; le camp de Rachidiyé détruit à 70 % ; celui de Borj-el-Brajneh à 50 %. Mais on tient pour très exagéré le chiffre de quatre-vingt mille réfugiés contraints de fuir les camps.

Plus grave pour l'OLP : cette dernière n'est pas parvenue, dit-on ici, à transformer ses succès militaires en une véritable victoire politique. Le Fath n'est toujours pas reconnu comme interlocuteur par les autres acteurs libanais. Malgré son rôle militaire prépondérant, il a été tenu à l'écart des récentes tractations, furent-elles parrainées par Téhéran ou Damas. Aucun pays arabe ne s'est engagé à fond derrière l'OLP. Yasser Arafat n'a pas réussi à saper la légitimité de la présence syrienne au Liban. En outre, estiment encore les Israéliens, l'OLP court toujours le risque d'être la victime d'un nouveau renversement d'alliances entre groupes libanais.

A court terme, Jérusalem et son allié, l'Armée du Liban sud (ALS), profitent bien sûr des combats entre chiites et Palestiniens. La « zone de sécurité » frontalière a rarement été aussi calme que ces dernières semaines. Les militaires israéliens admettent ouvertement qu'ils préféreraient voir Amal prendre le dessus. L'État hébreu s'est d'ailleurs comporté en allié objectif d'Amal en lançant, en novembre, six raids aériens sur des positions palestiniennes et en interceptant plusieurs bateaux qui acheminaient à l'OLP des armes et des munitions.

Israël ne nourrit sans doute aucune illusion sur ses chances d'établir un *modus vivendi*, fût-il tacite, avec M. Nabih Berri, le chef d'Amal, un homme qu'on tient ici pour un simple *satellite* de Damas. « La réalité libanaise, ajoute-t-on, interdit d'envisager pareille hypothèse. »

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

L'Iran et les occidentaux

- **Poursuite des négociations entre Téhéran et Washington**
- **La presse iranienne dénonce le « double jeu » de la France**

Le scandale suscité par les révélations sur les ventes d'armes américaines à l'Iran n'empêche apparemment pas les États-Unis de poursuivre discrètement certaines pourparlers financiers avec Téhéran. Ainsi, pour la troisième fois en trois mois, négociateurs américains et iraniens se sont retrouvés, le mardi 29 décembre, à La Haye, pour continuer leurs négociations sur la restitution par les États-Unis de 500 millions de dollars à l'Iran. Il s'agit de fonds gérés par Washington au moment de la prise d'otages à l'ambassade des États-Unis à Téhéran, en 1980.

Les discussions se déroulent sous les auspices du tribunal d'arbitrage international de La Haye. À l'issue de la rencontre, les deux parties se sont refusées au moindre commentaire, le président du tribunal, M. Willem Hamel, se bornant, pour sa part, à indiquer que les deux délégations pouvaient se retrouver à La Haye quand elles le désiraient.

Pour techniques qu'elles soient, ces conversations n'en témoignent pas moins, semble-t-il, d'une volonté américaine de maintenir le contact avec Téhéran en dépit du scandale suscité à Washington par l'affaire de « l'irangate ». Bien sûr, les États-Unis, par l'intermédiaire du porte-parole du département d'État, ont immédiatement fait savoir que ces discussions financières n'avaient

« aucun lien » avec le sort des otages américains détenus au Liban par le Djihad islamique, un mouvement se situant dans la mouvance chiite pro-iranienne. Mais, à La Haye, un porte-parole de l'ambassade française, interrogé par l'AFP, a rappelé la position de Téhéran : « Si les Américains montrent leur bonne foi face à notre révolution, il est possible que les gens qui, au Liban, ont de la sympathie pour notre révolution fassent preuve de bonne foi envers les Américains. »

La troisième condition...

À Téhéran, le quotidien *Jomhuriyeh* a, d'autre part, dénoncé, lundi, le « double jeu » mené par la France qui, selon le journal, soutient toujours l'effort de guerre irakien tout en voulant nouer des relations normales avec l'Iran. Pour le quotidien du Parti de la République islamique (le PRI, la formation au pouvoir), la France ne peut à la fois demander à Téhéran d'« oublier le passé » et continuer d'armer « les criminels de guerre » irakiens.

Le journal rappelle que si Paris a entrepris de satisfaire deux des conditions posées par Téhéran pour une normalisation des relations — le règlement du contentieux financier

entre les deux pays, et le départ de certains opposants iraniens installés en territoire français, les moudjahidins du peuple — une troisième reste ignorée : la cessation du soutien militaire que la France apporte à l'Irak. La France, écrit le journal, « n'a fait jusqu'à présent aucun effort » à ce sujet et « toute perte de temps dans le changement d'attitude de la position française est considérée (par l'Iran) comme la volonté claire des Français de continuer à soutenir le régime de Bagdad ».

« Du point de vue de nos combattants, poursuit le quotidien, la France et l'URSS (qui est le premier fournisseur d'armes de l'Irak) sont totalement complices des crimes de guerre de Saddam (le président irakien, M. Saddam Hussein) et responsables du sang versé par nos martyrs ; cette vérité incontestable ne sera jamais oubliée. »

C'est la première fois depuis plusieurs mois que la presse iranienne s'en prend aussi vivement aux relations de la France avec l'Irak, et rappelle qu'il n'y aura pas de normalisation entre Paris et Téhéran tant que se poursuivra le soutien français au régime de Bagdad. A plusieurs reprises, M. Chirac a assuré que ce « soutien » n'était pas « négociable » et qu'une éventuelle normalisation franco-iranienne ne se ferait pas aux dépens des relations que la France entretient avec l'Irak.

ESPAGNE

Nouveaux attentats

L'ETA étend son champ d'action

MADRID
de notre correspondant

Longtemps limités au Pays basque et à Madrid, les attentats de l'ETA militaire s'étendent désormais à l'ensemble du territoire espagnol. Mardi, une mine de métro a dû être évacuée à Madrid après une alerte à la bombe. La veille, une bombe a explosé dans la matinée à Baqueira-Beret, l'une des plus célèbres stations de ski du pays, dans les Pyrénées aragonaises, à moins d'un kilomètre de la résidence de la famille royale, qui y passe actuellement ses vacances de Noël.

L'engin, de faible puissance, avait été placé au troisième étage de l'hôtel Montorio, tout près des chambres occupées par les gardes du corps du roi. L'hôtel, plein en cette saison, a pu être évacué après qu'un interlocuteur anonyme, se présentant comme membre de l'ETA, eut averti les pompiers et la station de l'imminence de l'explosion.

Des mesures de sécurité exceptionnelles

L'opération est particulièrement audacieuse : le site de Baqueira-Beret, qui se compte que deux accès par route, était sévèrement contrôlé depuis plusieurs jours par les services de sécurité de la famille royale. Des barrages ont été établis aussitôt après l'explosion autour de la station, mais sans succès.

Les attentats de l'ETA se sont multipliés ces derniers jours, visant pour la plupart des entreprises françaises. Le 24 décembre, un garde civil était mort à Oyarzun, dans la province de Guipuzcoa, en essayant d'émanciper une bombe qui avait été placée dans un supermarché de la chaîne française Pryca. Dans la nuit du 25 au 26, une autre bombe explosait à Madrid cette fois, à l'hôtel Novotel, récemment inauguré, sans faire de blessés.

Depuis plusieurs mois déjà, les mitrailages de camions français ou les attentats contre les concessionnaires de Renault, Peugeot et Citroën étaient devenus monnaie courante au Pays basque. L'ETA semble désormais vouloir s'en prendre aux intérêts français dans l'ensemble de l'Espagne, sans cependant se risquer jusqu'à présent au nord des Pyrénées. Des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises, notamment à Madrid et à Barcelone, pour protéger les entreprises françaises, mais leur nombre rend l'opération particulièrement malaisée. La France décline à elle seule 12 % du stock total d'investissements étrangers en Espagne, ce qui la place en deuxième position, après les États-Unis.

THÉRIY MALINAK.

● **URSS : démission du ministre de la santé.** — Le ministre soviétique de la santé, M. Sergueï Bourakov, soixante-trois ans, « a pris sa retraite à la suite de problèmes de santé », annonce un décret du président du Soviet suprême de l'URSS rendu public lundi 29 décembre. Son successeur n'a apparemment pas encore été nommé.

M. Bourakov avait été promu au poste de ministre de la santé le 19 décembre 1980, succédant à M. Boris Petrovski, accusé de corruption. Il était membre suppléant du comité central du PCUS depuis 1981.

● **L'ambassadeur des États-Unis chez Andreï Sakharov.** — L'ambassadeur des États-Unis en URSS, M. Arthur Hartman, a rendu visite lundi soir 29 décembre à l'académicien dissident soviétique Andreï Sakharov et à son épouse Elena Bonner dans leur appartement moscovite.

M. Sakharov a précisé que M. Hartman, qu'il voyait pour la première fois, était venu lui présenter ses vœux. L'ambassadeur, accompagné de son épouse et d'un conseiller, a tenu à rencontrer le Prix Nobel de la paix avant de quitter prochainement Moscou où il est en poste depuis cinq ans. — (AFP.)

● **IRLANDE DU NORD : un mort dans un attentat.** — Une bombe, qui a explosé dans la nuit du 29 au 30 décembre dans un bar de Maghera, dans le centre de l'Irlande du Nord, a fait un mort et un blessé. L'attentat, qui n'avait été précédé d'aucun avertissement, n'a pas été revendiqué mais il ressemble à d'autres attaques réalisées par les extrémistes républicains en lutte contre la présence britannique. Il porte à soixante-deux le nombre des victimes de la violence terroriste pour l'année 1986. — (Reuters, UPI.)

Europe

Les protestations se multiplient à Budapest contre le sort de la minorité hongroise en Roumanie

VIENNE
de notre correspondant

Des grèves ont eu lieu au début du mois de novembre dans plusieurs villes de Transylvanie à la suite d'un nouveau rationnement du pain, à 300 grammes par jour, et d'une baisse de 40 % des salaires des ouvriers du bâtiment mécanique. Utilaj Grea de Cluj, dont la production a été inférieure aux prévisions du plan. Des arrêtés de travail se sont également produits dans les villes de Turda, Brasov, Timisoara et Arad, où vit une grande partie de la minorité hongroise de Roumanie.

Selon des informations publiées par la *Presse hongroise de Transylvanie*, une publication samizdat, vingt-cinq grévistes membres de la minorité hongroise ont disparu à Cluj, d'autres ont été licenciés, notamment à l'usine alimentaire Tehnolig dans cette même ville. Le travail aurait repris après la livraison de produits alimentaires aux ouvriers en grève.

La politique d'assimilation forcée, dénoncée depuis des années par des personnalités hongroises, prend des formes de plus en plus brutales en Roumanie. Les écoles hongroises de Transylvanie se voient de plus en plus souvent privées de manuels en langue hongroise ainsi que d'enseignants parlant cette langue.

Les monuments historiques hongrois, nombreux dans cette région, sont laissés à l'abandon. A Brasov, des livres hongrois ont été retirés des bibliothèques municipales et détruits, et la paroisse protestante de cette ville a dû se séparer de ses précieuses archives historiques, qui ont été transférées à Bucarest.

« De la viande et du pain »

S'ajoutant à ces mesures de discrimination, les pénuries alimentaires, devenues la règle, entraînent un mouvement de mécontentement qui se manifeste de plus en plus ouvertement. Le 1^{er} novembre dernier, des tracts appelant à la « révolte contre le régime Ceausescu », demandant « de la viande et du pain » et portant des slogans comme « A bas la dictature Ceausescu ! » ont été découverts à Cluj.

En dépit de la modification des prises de position officielles, les dirigeants hongrois sont de plus en plus inquiets quant au sort de leurs compatriotes de Roumanie, qui sont au nombre d'un million sept cent mille à deux millions. À l'ouverture de la troisième conférence-bilan de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) à Vienne le 4 novembre dernier, M. Peter Varhonyi, ministre hongrois des affaires étrangères, a souligné le rôle important des minorités ethniques en tant que « ponts » entre les États.

M. Varhonyi, respectant les règles du jeu entre pays communistes, n'a pas nommé la Roumanie, mais on s'attend dans les milieux de la CSCE que la Hongrie mette sur la table de la conférence le problème

de la minorité hongroise dans ce pays dans les réunions à trois-clos consacrées à la fameuse « troisième corbeille ».

Incidents à la frontière

Dans plusieurs articles publiés récemment dans la presse hongroise, ce problème est déjà ouvertement posé. L'organe du parti hongrois, *Nepszabadsag*, tout en condamnant les « accusations mal intentionnées » de l'opposition qui reproche au régime de Budapest de ne pas défendre les droits de la minorité hongroise de Roumanie, relève cependant les « défects flagrants » dans l'application des engagements pris par la Roumanie à l'égard des minorités, et des « divergences de vues » à ce sujet entre Budapest et Bucarest.

Radio-Budapest a fait état d'incidents à la frontière hongroise-roumaine dont ont été victimes des Hongrois qui voulaient se rendre en Transylvanie pour voir des parents début novembre. Une attente de dix à douze heures à la frontière était de règle.

Les églises non catholiques de Hongrie ont publié avant Noël une déclaration commune exprimant « leur inquiétude » pour les Hongrois vivant en Roumanie. Elles font référence à des « informations défavorables » et des « événements inquiétants dans un pays voisin lié à la Hongrie par une histoire séculaire ». L'Eglise catholique hongroise, envisageant la publication d'un message de Noël au faisant également référence à cette question.

La publication d'une *Histoire de Transylvanie* par une équipe d'historiens hongrois sous la direction du ministre de la culture, M. Bela Kovacs, risque de jeter l'huile sur le feu. La première édition a été tirée à quarante mille exemplaires et, compte tenu de l'énorme coût que coûte la question en Hongrie, risque d'être rapidement épuisée. Un conflit d'annonces d'entre part entre Belgrade et Bucarest au sujet des relations serbes et hongroises dans la région d'assimilation forcée en Roumanie. La presse yougoslave vient de publier plusieurs articles critiquant sévèrement les conditions de vie de la minorité serbe comptant quelque 80 000 personnes et dont la grande majorité vit dans le delta du Danube.

WALT RAUD BAHLY.

● **Remanement dans les organes du PC.** — Le chef du département de politique économique du comité central du Parti communiste hongrois, M. Laszlo Balla, a été « relevé de sa poste en raison de son affectation à d'autres tâches importantes » et remplacé dans cette fonction par son adjoint, M. Miklos Nemeth, a-t-on appris le lundi 29 décembre à Budapest, à l'issue d'une session du comité central, mardi dimanche dans la capitale hongroise. — (AFP.)

PUBLICITÉ

Traduction du texte ci-contre.

L'histoire n'est souvent qu'une litanie de chagrins, de tragédies, de récits prémonitoires. Pourtant, en février, aux Philippines, l'histoire est devenue conte de fées, fable morale dans laquelle s'affrontaient corruption et rédemption. Un vieux dictateur et son épouse, usurpateurs des richesses et de l'espoir d'un pays, ont été chassés du pouvoir par un peuple uni derrière une veuve sans expérience politique.

La « petite femme » en robe jaune a bousculé toutes les idées reçues. Elle a montré que la force peut se manifester d'une voix douce et sans gourdis, que la religion peut être le stimulant des masses. Pour avoir redonné à son pays la conscience de son identité, pour sa détermination et son courage dans la conduite d'une révolution démocratique, Corazon Aquino est la FEMME DE L'ANNÉE 1986 de *Time*.

Les désillusions viendront peut-être plus tard, mais Corazon Aquino laisse l'ore et déjà un héritage : la promesse d'une démocratie possible sans bain de sang aucune une lueur d'espoir pour tous les dissidents du monde. Comme elle l'a déclaré à *Time* dans l'interview publiée dans ce numéro : « Tout ce que les gens veulent réellement, c'est la possibilité de vivre en paix et d'avoir une vie décente. »

Intuition. Perspicacité. Réflexion à long terme. Perception de l'histoire comme une somme d'histoires individuelles. Ces qualités continuent d'attirer de plus en plus de lecteurs dans un nombre croissant de pays, vingt-neuf millions d'hommes et de femmes qui, partout dans le monde, lisent *TIME* toute l'année.



ÉDITIONS DU MUSÉE RODIN

CORRESPONDANCE DE RODIN

Tome 2, 1900-1907, broché, 155 x 240, 78 illustrations, 296 pages, prix : 150 F.

INVENTAIRE DES DESSINS

Tome 2, liv. D. 1500-2593, 210 x 270, fer original, relié pleine toile sous jaquette rhodod, 376 pages, 1587 illustrations dont 16 couleurs, prix : 650 F.

En vente au musée RODIN, 77, rue de Varenne (75), tél. : 47-06-01-34



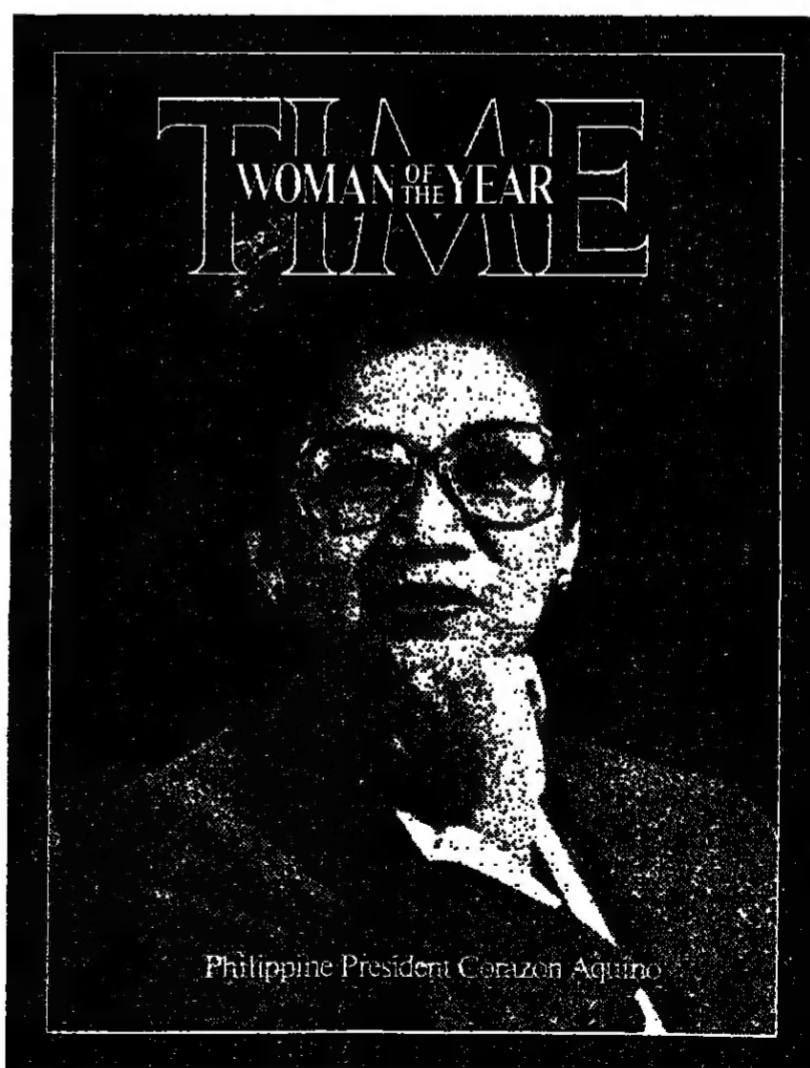
1986

History to some is a record of sorrow, a tragedy or cautionary tale. Yet last February in the Philippines, history became a fairy tale, a morality play in which corruption and redemption collided. A veteran ruler and his wife, looters of a land's riches and hope, were driven from office by a people united behind a bespectacled widow with no political experience.

The "housewife" in the yellow dress toppled clichés. She showed that force can speak softly and carry a small stick, that religion can be the stimulant of the masses. For resuscitating a nation's sense of identity and for her determination and courage in leading a democratic revolution, Corazon Aquino is TIME's Woman of the Year for 1986.

Disappointment may follow, but her legacy is clear: the promise of democracy without bloodshed holds up a candle of hope for dissidents in all the world's darker corners. As she told TIME in an interview for this issue, "All people really want is a chance to live in peace and the opportunity for a decent life."

Insight. Perspective. Understanding. A sense of history as the story of individual lives. These qualities continue to attract more readers in more countries, 29 million men and women around the world, to every issue of TIME, all year long.



Philippine President Corazon Aquino

صحن من الامل

... Le Monde • Mercredi 31 décembre 1986 7

LA NUIT DU RÉVEILLON,
UNE BONNE ÉTOILE VEILLE SUR VOUS.

SPS, L'ENTREPRISE DE SÉCURITÉ DES ENTREPRISES.
16 bd des Invalides, 75007 Paris. Tél. : 45.55.92.92.

HISTOIRE

Soixante ans après la disparition de Nungesser et Coli

L'« Oiseau-Blanc » renaît de ses cendres

Une expédition importante sera mise sur pied dans les prochaines semaines pour retrouver l'« Oiseau-Blanc », l'avion que pilotaient Charles Nungesser et François Coli en 1927 dans leur tentative de battre le record du monde de distance après avoir réussi la première traversée de l'Atlantique.

Le 9 mai 1927, l'« Oiseau-Blanc » disparaissait sans que l'on sache si ses deux pilotes avaient réussi ou non dans leur entreprise. Le mystère resta entier. Pendant longtemps, il fut entouré d'un silence que rompirent, de loin en loin, un témoignage ou une découverte sans suite. En 1980, des habitants de Haute-Normandie relancèrent l'hypothèse d'une chute de l'avion dans la Manche. Le neveu de l'aviateur, le député Roland Nungesser, demanda alors une enquête au ministre des transports.

Pendant deux ans, un ingénieur général de l'aéronautique, M. Clément Maurier, se livra à une minutieuse étude scientifique et technique. Il refit la carte météo de l'Atlantique nord, zone par zone, tenta de déterminer la vitesse de l'avion (173 kilomètres à l'heure

de moyenne), reconstitua les horaires, qu'il confronta aux témoignages recueillis en Angleterre, en Irlande et au Canada. Un faisceau d'indices laisse penser que l'« Oiseau-Blanc » survola Terre-Neuve le 9 mai 1927, alors qu'un épais brouillard baignait l'Est américain.

Parallèlement et sans contact avec M. Maurier, un journaliste-américain, M. Gunnar Hansen, effectuait des recherches qui lui permirent de rencontrer plusieurs « témoins » : les uns disent avoir entendu sans le voir un avion, puis les bruits caractéristiques d'une chute, le 9 mai 1927, aux alentours de Round Lake, un lac situé dans une région très difficile d'accès de l'Etat du Maine, à 20 kilomètres à l'ouest de la frontière canadienne, dans l'axe de New-York ; d'autres, des chasseurs, disent avoir vu, dans les années 60 et 70, un moteur enfoui sous les broussailles, dont la description pourrait correspondre à celui de l'« Oiseau-Blanc ». Mais jamais ils ne purent retrouver leur « découverte ».

Un autre Américain, M. Gillespie, pilote professionnel, animateur d'une association qui recherche des vieux avions disparus, se passionna lui aussi pour cette affaire. Au

cours des trois dernières années, il a organisé des expéditions avec cent quatre volontaires et l'assistance financière de plusieurs sociétés, dont l'Aéropostale. Sur son intervention, deux équipes de radiotélescopes, dont une californienne, ont effectué des recherches, en liaison avec la NASA.

Balayage magnétométrique

Si le succès n'a pas récompensé ces recherches, elles ont permis néanmoins, en recoupant tous les éléments, de ressembler les périmètres des chutes possibles. Trois zones, couvrant 400 kilomètres carrés au total, ont été déterminées. Elles feront l'objet d'une prospection systématique, qui va faire appel à des moyens techniques sophistiqués (magnétomètre, infra-rouges, etc.).

Dans cette perspective, les services de M. Jacques Douffignies viennent d'effectuer deux interventions. Ils ont pris contact avec la marine nationale pour savoir si elle pourrait prêter des hélicoptères et des avions utilisés pour la détection des sous-marins. Un balayage magnétométrique aérien devrait permettre de localiser l'épave et le

moteur, un Lorraine-Dietrich de 400 CV (seule pièce métallique de l'avion, construit en bois et en toile).

Il a été demandé à l'ambassadeur de France à Washington d'entrer en contact avec les autorités américaines, notamment militaires, pour savoir, d'une part, si elles seraient disposées à apporter une aide matérielle et technique, et, d'autre part, si elles acceptaient l'intervention d'appareils de la marine nationale au-dessus du territoire américain.

Pour financer cette expédition, baptisée « Midnight Ghost » (Fantôme de minuit par M. Gillespie, une souscription nationale va être lancée, courant janvier, afin, selon les mots de M. Nungesser, « que, des gens les plus modestes aux entreprises et aux ministères, toute la France puisse participer ». Baptisée « Retrouver l'Oiseau-Blanc », elle devrait également permettre à des jeunes Français de prendre part aux recherches. C'est une véritable course contre la montre qui va alors s'engager : les recherches vont débuter en avril, avec le secret espoir de retrouver le moteur avant le date du 9 mai.

FRANCIS GOUGES.

SCIENCES

La mort d'Yves Stourdzé

Les forces de la liberté

Yves Stourdzé, directeur du Centre d'études des systèmes et technologies avancées (CESTA), est décédé d'un cancer le 28 décembre, à l'âge de trente-neuf ans (le Monde du 30 décembre). Sociologue, il avait consacré ses recherches à la diffusion des nouvelles technologies et aux changements sociaux. Ses obsèques doivent avoir lieu le mercredi 31 décembre à 15 h 45, au cimetière de Montparnasse.

Sociologue, historien, technicien, Yves Stourdzé était, comme l'écrit le directeur du CESTA, un homme à l'œuvre. Tout fonctionnaire ou fonctionnaire dans un détail qui, avec les microprocesseurs, se miniaturise parallèlement aux techniques. Qui veut le changement doit s'impliquer dans la nouveauté et aux promesses de la technologie sociale.

Par reconquête, Yves Stourdzé avait écrit des textes fondateurs. Ainsi trois articles parus dans nos colonnes (le Monde des 13, 14 et 15 décembre 1978), qui demeurent aujourd'hui encore les analyses les plus éclairantes tant sur les causes que sur les enjeux de la déqualification des télécommunications audiovisuelles. Ainsi de son livre prophétique, les *Techniques du futur* (1), qui contenaient une plume remarquable sur les visions des nouvelles technologies à la fois les plus pessimistes d'une société de consommation dévorante des libertés, et les plus réconfortantes de par l'impossibilité renouvelée du pouvoir à nous transformer en homme-terramin.

Une vision manifeste

1981 devait être l'année, pour celui qui fut dans sa jeunesse en 1968 une figure du Mouvement de 22 mai à Nantes, de « mettre en pratique » ses analyses de la diffusion du changement social. Son ami Jacques Attali le fit nommer directeur général du Centre d'études des systèmes et technologies avancées (CESTA). Sociologue d'avenir l'honneur des scientifiques et des hommes d'affaires français, il multiplia les stages d'études à l'étranger et semina, en même temps qu'il reconstruisait ce qui se faisait en France « dans les groupes », un maître de la diffusion d'information par satellite. Il fut, en 1980, directeur responsable du groupe de travail « technologie, croissance, emploi » créé par le président de la République, au sommet de Versailles.

Cette vision mondiale d'une diffusion scientifique globale aura, un succès trop ignoré. En revanche elle aboutira dans le lancement du programme de recherche européenne Euréka. Travailler acharné, malgré les épreuves souffertes des derniers mois, il avait su redonner l'espoir : c'est ainsi les disciples, découvreurs les énergies créatrices, fécondées les diversités européennes, alors comme par d'innombrables fiammèches, la liberté triomphait des « idéologies détestées ». Ceux qui l'aimaient conservent précieusement l'une de ses lettres.

ERIC LE BOUCHER.

(1) Édition Utopie 1979.

L'explosion de Challenger en janvier 1986

Les familles des victimes toucheront d'importantes indemnités

Les familles de quatre des sept astronautes du Challenger mourus lors de l'explosion de la navette spatiale en janvier dernier ont conclu avec le département américain de la justice un compromis sur le montant des dommages et intérêts qui leur seront versés. Les sommes exactes sont confidentielles mais, selon des sources bien informées, on indique qu'elles s'élèveront à au moins à 150 000 dollars (environ 4,9 millions de francs) par famille. La firme Morton Thiokol, constructeur des fusées d'appoint qui ont été à l'origine de l'accident de la navette, a accepté d'apporter une « contribution substantielle » aux montants versés, sans que cela préjuge de sa responsabilité, a-t-on précisé de même source.

Cet accord met un point final à toutes les plaintes déposées par les familles de France, dont celle du commandant de la mission, d'Edison Onizuka, ingénieur de bord, de Gregory Jarvis, responsable de la charge utile, et de Sharon Christa McAuliffe, enseignante, qui était la première « citoyenne de l'espace ». Parmi les proches des trois autres astronautes, ceux du copilote Michael Smith réclamant 15 millions de dollars à la NASA, et ceux de l'ingénieur de bord Ronald McNair ont déposé plaintes contre Morton Thiokol. Les héritiers de l'ingénieur de bord Judith A. Resnik ne se sont pas manifestés.

JUSTICE

A Montpellier

Un objecteur de conscience relaxé en correctionnelle

MONTPELLIER de notre correspondant

Le tribunal correctionnel de Montpellier vient de prononcer un jugement de relaxe visant un jeune médecin, le docteur Jean Kopp, traité et un an, homéopathe à Saint-Gély-du-Fesc, village de la banlieue nord-ouest de Montpellier.

Ayant obtenu en 1981 le statut d'objecteur de conscience, M. Kopp refusa l'armée suivante d'effectuer tout service, militaire ou civil, repoussant même une affectation au ministère de l'Agriculture. Son avocat, M. François Roux, du barreau de Montpellier, a mis en évidence le vide juridique en matière de répression des insoumis en temps de paix.

Carrefour du développement

Une procédure d'expulsion du Brésil est engagée contre M. Yves Julien qui avait hébergé M. Yves Chaher

Une procédure d'expulsion administrative du Brésil a été engagée contre M. Jules Philippe Filipeanu, dit Yves Julien, le ressortissant français qui avait hébergé à Rio-de-Janeiro M. Yves Chaher, principal accusé dans l'affaire Carrefour du développement.

Cette procédure a été engagée à la demande du ministre brésilien de la justice, qui dispose désormais d'une délai de quatre-vingt jours pour signifier à l'intéressé son arrêt d'expulsion à compter de la date de son arrestation. Yves Julien, détenu dans les locaux de la police fédérale de Rio-de-Janeiro, avait été arrêté le 19 décembre (le Monde daté 21-22 décembre).

A Paris, une information de l'Agence Associated Press — indiquant que M. Chaher aurait été conduit en Belgique dans une voiture banalisée, au mois d'avril dernier, par un commissaire des renseignements généraux — a été démentie, « de source sûre », le ministre de l'Intérieur se bornant à déclarer d'autre part qu'« aucun commentaire ne sera fait sur une affaire qui est entre les mains de la justice ».

FAITS DIVERS

Incendie à Paris : deux fillettes brûlées vivantes. Deux fillettes — une ivroienne et une Ségolaine — âgées de douze et treize ans ont péri brûlées vivantes dans un incendie qui s'est déclaré, le mardi 30 décembre à 2 h 40, dans une chambre située au cinquième étage d'un immeuble, 63, avenue Marceau à Paris (16^e).

Le feu, dit-on, semble-t-il, au mauvais fonctionnement d'un chauffage d'appoint, a très vite embrasé la chambre que les victimes occupaient en compagnie d'un autre enfant et d'une jeune femme d'origine africaine, qui ont pu être sauvées.

SPORTS

VOILE : les demi-finales de la Coupe Louis-Vuitton

Deux bateaux pour l'Amérique

La troisième régate des demi-finales de la Coupe Louis-Vuitton, disputée le mardi 30 décembre à Fremantle (Australie), a été remportée par New-Zealand (Chris Dixon), qui a battu de justesse French-Kiss (Marc Pajot) de 13 secondes. Dans l'autre demi-finale des challengers, qui oppose deux bateaux américains, c'est Stars-and-Stripes (Dennis Conner) qui a battu USA (Tom Blackaller) de 2 minutes 23 secondes.

Les Néo-Zélandais mènent donc par 3 à 0 contre French-Kiss, à l'issue de trois épreuves (de même que Stars-and-Stripes contre USA). Les premiers des demi-finalistes qui auront atteint quatre victoires seront qualifiés pour la finale des challengers et affronteront le défendeur australien.

FREMANTLE De notre envoyé spécial

Dennis Conner, qui rêvait d'un grand défi américain pour tenter de reconquérir cette Coupe de l'Amérique, emportée par les Australiens en 1983, est presque arrivé à ses fins. Avant de regagner leur pays, les syndics américains éliminés à l'issue du troisième Round Robin de la Coupe Louis-Vuitton ont mis l'essentiel de leur matériel à la disposition de Stars and Stripes et d'USA, adversaires directs en demi-finale.

C'est notamment le cas du riche-sine Yacht Club de New-York, forcé des dernières régressions avec America-II, qui a offert à Dennis Conner, son skipper malheureux en 1983, son tender (bateau d'assistance), sa vedette météo et son météorologiste, ainsi qu'une garde-robe de vingt et une voiles. Tom Blackaller a pour sa part bénéficié d'une bôme et d'instruments d'aide à la navigation.

POLICE

A la demande de la FASP

Négociations ouvertes à partir du 15 janvier

La Fédération autonome des syndicats de police (FASP), représentant l'ensemble des corps de la police nationale et majoritaire dans la police en tenue, avait demandé, le 22 décembre, au gouvernement « l'ouverture immédiate de négociations (...) sur la dégradation de l'image de marque de la police, les créations d'emplois, la perte du pouvoir d'achat et l'abandon de la deuxième tranche de mesures catégorielles liées au plan quinquennal de modernisation de la police (le Monde du 24 décembre) ».

La FASP vient d'être informée que des discussions seront entamées à partir du 15 janvier avec les représentants des personnels de la police nationale.

Enorme différence de moyens

Pour sa campagne, Tom Blackaller, qui reproche à son rival de San-Diego ses compromissions avec les milieux politiques et financiers, n'a pu réunir qu'un budget de 6 à 7 millions de dollars, deux fois inférieur à celui de Dennis Conner. C'est cette énorme différence de moyens qui l'a incité à écouter Alberto Calderon, un industriel de San-Diego, venu lui proposer un bateau révolutionnaire avec un gouvernail à chacune de ses extrémités (le Monde du 27 décembre).

« Heiner Meldner, notre ingénieur, a trouvé l'idée intéressante », raconte Paul Cayard. Tom a décidé d'essayer. Cela correspondait bien à son esprit de contradiction et à son goût du challenge. Mais il a constaté la construction d'un autre de 12 mètres classique pour le cas où cela n'aurait pas marché ».

Grâce à son système de double-safran, qui limite la dérive et lui permet de mieux tenir son cap, USA s'est révélé être l'un des bateaux potentiellement les plus rapides. Toutefois, le long travail de mise au point du double gouvernail et le peu de goût de Tom Blackaller pour l'informatique de bord ont sans doute pénalisé USA dans ce domaine. Dans sa deuxième régate contre Stars and Stripes, appelé pour avoir coupé la ligne trop tôt, on

a vu le bateau de San-Francisco perdre aussitôt cet avantage pour avoir manifestement opté pour le bord le moins venté.

La Coupe de l'Amérique n'aime, semble-t-il, plus beaucoup Tom Blackaller, qui décline de plus en plus ses pouvoirs pour la préparation du bateau et qui ne s'est même pas présenté le jour du vote des challengers pour réclamer le réexamen de la bague de « New-Zealand ». Il demande de Dennis Conner « ce n'est pas une épreuve qui privilégie la finesse de barre et l'art de naviguer, dit-il, l'important est de revenir le plus d'argent possible pour bénéficier de la meilleure logistique. C'est comme à la guerre ».

A quarante-sept ans il a, semble-t-il, choisi l'amour en épousant le mois dernier Christine, une jeune femme d'origine allemande, qui avait vécu au Brésil avant de le rejoindre à San-Francisco. A la veille de se mesurer à Dennis Conner en demi-finale de la Coupe Louis-Vuitton, Tom Blackaller a organisé une grande fête à Fremantle, pour célébrer son premier mois de mariage.

GÉRARD ALBOUY.

RELIGIONS

Calices impurs

L'archevêque d'York, vice-président de l'Eglise anglicane, est inquiet de l'extension de l'épidémie de SIDA. Soucieux de tout mettre en œuvre pour que le commun de son soit pas un des modes de transmission du virus, il vient de faire une suggestion peu banale : les communicants atteints du SIDA devraient, dorénavant, tremper leur hostie dans le vin et consommer ainsi les deux éléments ensemble. La même méthode devrait aussi être adoptée par ceux présentant des coupures ou des plaies ouvertes. Ensuite, les calices seraient nettoyés, après chaque communion, avec un produit « purifiant ».

Ce n'est pas la première fois que les autorités des Eglises non catholiques, où l'on communique généralement sous les deux espèces, réfléchissent à cette question. Dès l'an dernier, à l'approche de Noël (le Monde du 24 décembre), le conseil synodal de l'Eglise réformée évangélique s'était inquiété des risques de transmission du virus.

« La première chose, a expliqué l'archevêque d'York dans son message de Noël An, c'est d'éviter le panique. (...) Le panique est inutile, puisque les virus ne se transmettent pas par le contact des personnes qui se propagent sont bien connus ».

Mgr Jean-Charles Thomas, coadjuteur de l'évêque de Versailles, — Le pape Jean-Paul II a nommé Mgr Jean-Charles Thomas, actuellement évêque d'Ajaccio, évêque coadjuteur de Mgr Simonneau, évêque de Versailles.

Peluc

Les en peluche
après avoir
après. L'ne
après la confa
sécurité.

Les en peluche
après avoir
après. L'ne
après la confa
sécurité.

Les en peluche
après avoir
après. L'ne
après la confa
sécurité.

Les en peluche
après avoir
après. L'ne
après la confa
sécurité.

Les en peluche
après avoir
après. L'ne
après la confa
sécurité.

Les en peluche
après avoir
après. L'ne
après la confa
sécurité.

Les en peluche
après avoir
après. L'ne
après la confa
sécurité.

Les en peluche
après avoir
après. L'ne
après la confa
sécurité.

Les en peluche
après avoir
après. L'ne
après la confa
sécurité.

Les en peluche
après avoir
après. L'ne
après la confa
sécurité.

Le Monde SCIENCES

Peluches sans embûches

Ours en peluche, trains électriques ou maisons de poupée peuvent réserver de bien mauvaises surprises. Une série de tests obligatoires visent à assurer la conformité des jouets aux normes de sécurité.

La honte du père Noël débordant d'ours en peluche, de poupées, de tricycles, de trains électriques... qui éclaircit les visages de leurs futurs propriétaires. Il arrive, mais c'est heureusement de plus en plus rare, que les sourires se changent en larmes, en cris de douleur et parfois d'horreur. Brûlure par un tissu inflammable, blessure par jouet pointu ou contondant, doigts coincés et parfois sectionnés... La poussée de la poupée est conçue pour transporter deux ou trois kilos, mais il est si tentant d'y installer le petit frère, notamment plus lourd. Une pièce cède, et le petit frère est pris dans un piège d'acier. Les enfants ont une imagination débordante, et bien des fabricants ont été stupéfaits de découvrir quel usage ils avaient pu faire de leurs jouets.

Assurer la sécurité des enfants est difficile. Il faut prévoir l'imprévisible. Il n'est d'ailleurs pas question de l'assurer à 100 %. Tout enfant de deux ans a l'occasion de manipuler une fourchette, et peut de ce seul fait se blesser sérieusement. Tout ce qu'on peut demander au jouet est de ne pas accroître sensiblement les risques que son environnement naturel fait courir à un enfant.

Vérifier ce point est une des tâches du Laboratoire national d'essais (LNE). Cet établissement public est placé sous la tutelle du ministère de l'Industrie, mais siège à son conseil d'administration les délégués de six autres ministères, ainsi que des industriels, des membres d'asso-

ciations de consommateurs, et le président de l'Association française de normalisation, avec laquelle le LNE entretient des liens étroits. Une part importante de sa mission est, en effet, d'aider à la préparation des normes et de mettre au point des méthodes de vérification dans plusieurs domaines, dont les jouets. Pour ceux-ci, quatre mille ou cinq mille essais préliminaires à la commercialisation sont faits chaque année. Le LNE procède aussi à des vérifications sur des jouets achetés, parfois à la demande des services de répression des fraudes.

Trois normes

Les jouets doivent respecter les règles générales posées par la loi de juillet 1983 sur la protection des consommateurs, qui oblige le fabricant à assurer la sécurité en utilisation normale ou aisément prévisible. De plus, ils sont soumis à trois normes spécifiques sur la sécurité mécanique, l'inflammabilité, la sécurité chimique. Tout fabricant ou distributeur doit faire une déclaration de conformité, aux normes, qui figure sur l'emballage du jouet. La vérification lui incombe. Certains fabricants importants ont leurs propres installations, mais beaucoup confient cette vérification à des laboratoires, et spécialement au LNE, qui est bien équipé pour cela.

Les tests d'inflammabilité concernent surtout les animaux en peluche, les vêtements de poupée, les parures et les masques. L'objet

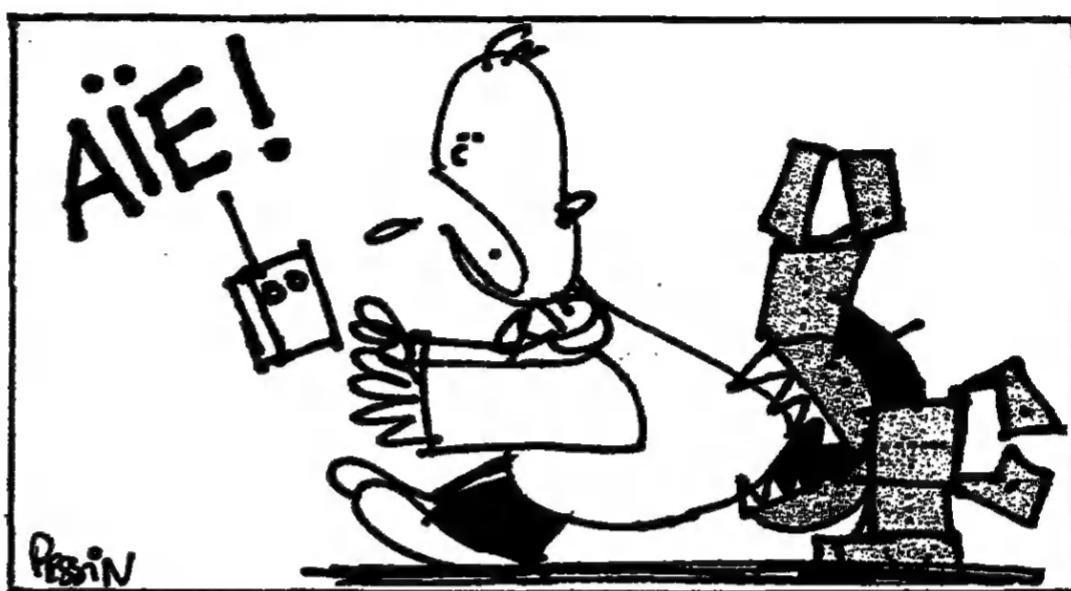
testé ne doit pas s'enflammer s'il est léché pendant deux secondes par une flamme - la norme définit précisément la puissance de la flamme et les conditions expérimentales. La durée est portée à cinq secondes dans le cas des masques. Il ne s'agit pas d'exiger l'incombustibilité, mais simplement de demander que les jouets et parures ne propagent pas mieux le feu que les habits ou le linge de maison.

Les tests mécaniques sont les plus variés. Ils vérifient surtout la solidité des jouets porteurs, l'absence d'angles aigus, l'énergie des projectiles, les possibilités de coincement... Ainsi, les fléchettes en plastique ne doivent pas avoir une énergie supérieure à 0,5 joule. Les charnières des parties mobiles - portes, fenêtres, placards des maisons de poupée - ne doivent ménager aucun interstice dont la dimension serait comprise entre 5 et 12 millimètres : les armatures métalliques internes à certains jouets doivent résister à une série de plâtres ; les visières et lunettes en plastique doivent plier sans se rompre sous l'action d'un perçuteur.

Des freins trop durs

Les granules utilisés au rembourrage des animaux en peluche doivent avoir un diamètre suffisant (3 millimètres) pour ne pas pénétrer dans les voies respiratoires en cas de déchirure de l'enveloppe. Les yeux de ces animaux doivent résister à l'arrachage. Les tricycles ne doivent pas se renverser trop aisément, ils doivent résister à certains chocs, et avoir des freins efficaces.

Toutes ces conditions, grossièrement indiquées ici, sont détaillées avec précision par la norme ainsi que leur protocole de vérification. Pour prendre un exemple, la stabilité des tricycles s'entend pour l'engin chargé d'un poids de



50 kilos et placé, avec n'importe quelle orientation, sur une pente de 10 degrés.

Certaines conditions sont très généralement satisfaites, mais d'autres ont posé des problèmes aux industriels. Ainsi en est-il des charnières, ou des freins. Pour ces derniers, les fabricants utilisaient un matériel adapté aux bicyclettes d'adultes, qui exigeaient de l'enfant une pression supérieure à celle qu'il peut exercer.

Les essais les plus complexes sont relatifs aux risques chimiques. Le danger principal est lié aux métaux lourds, dont l'absorption à dose minime, mais répétée, peut causer des troubles graves. L'enfant peut sucer ou embrasser son jouet, et absorber des résidus de peinture. Il peut machonner des parties en plastique et avaler des fragments. Le LNE s'est équipé d'un appareil d'analyse par spectrométrie qui permet de doser simultanément toute une série de métaux lourds - plomb, cadmium, arsenic, chrome, étain, mercure... L'essai se fait en prélevant sur le jouet des fragments de peinture ou de plastique, en les déposant dans une solution d'acide chlorhydrique - cela

simule l'action des sucs gastriques - et en mesurant les quantités de métaux lourds passées dans la solution.

Résultat de tous ces essais : M. Alan Bryden, directeur général du LNE, indique qu'on trouve en moyenne 15 % de non-conformité, mais qu'il s'agit le plus souvent de déficiences mineures, aisément corrigibles, et qu'un net progrès a été enregistré ces dernières années. Celui-ci tient au fait que les fabricants connaissent mieux les normes, ont

pris conscience des points difficiles à respecter, et les prennent en compte dès la conception. D'autre part, de grands distributeurs exigent de leurs fournisseurs la preuve du respect de ces normes. La mondialisation des marchés a aussi eu son influence. Les normes françaises sur les jouets ont été harmonisées avec les autres normes européennes mais des différences subsistent avec celles des Etats-Unis et du Japon.

MAURICE ARVONNY.

L'exotisme au fond du plat

Notre alimentation, même la plus banale, est bien souvent d'origine exotique. On le doit surtout à de nouvelles pratiques agricoles au néolithique, puis à la découverte de l'Amérique.

NOËL est juste passé. Le Nouvel An arrive. Imaginons un menu de réveillon très raisonnable : huîtres, foie gras, dinde aux pommes de terre sautées, bœuf au chocolat, café ou thé, sans oublier le

pain et le champagne. Rien ne semble extraordinaire, ni même exotique. Et pourtant... Certes, les huîtres, les oies et le champagne (1) sont autochtones, mais la dinde, les pommes de terre et le chocolat sont originaires d'Amérique. Le thé nous vient de l'Asie du Sud-Est et le café d'Éthiopie, via l'Arabie. Même la farine de pain est étrangère : toutes les céréales - blé, orge, seigle - sont nées au Proche-Orient, où leurs ancêtres sauvages ont commencé à être cultivés vers 9000 ou 8000 av. J.-C., puis nous sont arrivées en quelques milliers d'années avec la lente expansion de l'agriculture.

Prenez un menu plus simple : potage de potiron au tapioca ; salade mixte d'avocats, de tomates, de haricots verts et de poivrons ; poulet au maïs ; salade de fruits (bananes, oranges, pamplemousses, ananas, fraises, cerises, kiwis). Rien que de très banal. Cependant, tous ces produits comestibles ont leur origine hors d'Europe. Vient d'Amérique le potiron, le manioc (d'où est tiré le tapioca), les avocats, les tomates, les haricots verts, les poivrons, le maïs, l'ananas et les fraises (2) ; d'Asie du Sud-Est, les pamplemousses et les bananes ; d'Inde, le poulet ; du Proche-Orient, les cerises ; de Chine, les oranges ; de Chine via la Nouvelle-Zélande, les kiwis.

A part les avocats et les kiwis, dont les adultes se rappellent encore l'arrivée très récente, toutes ces espèces végétales et

animales, et beaucoup d'autres couramment consommées, ont été adoptées et améliorées au fil des siècles au point qu'elles font partie du paysage traditionnel de nos campagnes et de nos tables et que personne ne songe plus à leur origine exotique.

L'alimentation européenne en général, française en particulier, a connu deux périodes majeures d'enrichissement, comme l'explique M. Jacques Barrot, professeur au Muséum national d'histoire naturelle : l'arrivée de l'agriculture et la découverte de l'Amérique.

Même le coq...

Nos céréales les plus communes viennent d'espèces sauvages qui poussaient spontanément au Proche-Orient et dont la culture nous est parvenue en quelques milliers d'années. Les céréales, à elles seules, ont transformé l'alimentation humaine, dont les féculeux ont été désormais la base. Auparavant, les hommes préhistoriques se nourrissaient de gibier, petit et gros, et de produits de cueillette (graines, fruits, racines, salades, etc.). Avec les céréales est venu le temps d'abord des bouillies, puis des galettes, enfin du pain. Très tôt, l'homme a su aussi tirer des céréales une boisson fermentée (et nourrissante), la bière.

Avec les céréales ou peu après elles, et souvent dès la période néolithique, sont arrivés aussi du Proche-Orient les fèves, les pois, les lentilles, les pois chiches et autres pois, les choux, etc., tous éléments de base de l'alimentation européenne pendant la fin de l'Antiquité et tout le Moyen Âge. Ainsi, aux treizième et quatorzième siècles, la nourriture essentielle des Provençaux était-elle la soupe aux choux

trempe, c'est-à-dire amplement garnie de minces tranches de pain.

Au cours des derniers siècles avant Jésus-Christ, l'enrichissement de l'éventail alimentaire n'a pas été négligeable. La poule, espèce sauvage en Inde, y est devenue domestique, probablement dès 3000 avant J.-C. Elle a progressé vers l'est aussi bien que vers l'ouest. Elle nous est arrivée vers 500 av. J.-C., c'est-à-dire au début du second âge du fer, que l'on fait traditionnellement coïncider avec l'épanouissement de la civilisation celtique (gauloise en France). Pour un peu, donc, le coq n'aurait pas pu devenir notre emblème national.

L'expansion de la puissance romaine a favorisé l'extension de la culture de beaucoup de nos fruits actuels. Les cerises, les abricots, les pêches, les prunes, les amandes sont ainsi venus du Proche-Orient (Iran, Afghanistan, Ouzbékistan). Les épinards, qui ont la même origine, servaient déjà à faire des soupes en Grèce et à Rome.

YVONNE REBEYROL
(Lire la suite page 10.)

(1) N'oublions pas, toutefois, que nos huîtres autochtones, malades, ont été en grande partie remplacées, il y a une dizaine d'années, par des espèces japonaises plus résistantes. De même, le vignoble français et européen a été dévasté en grande partie, à partir de 1860, par le phylloxera, un puceron américain parasite des racines des vignes. Il a fallu planter des espèces américaines naturellement résistantes au phylloxera, puis greffer celles-ci avec des greffons d'espèces françaises.

(2) Seule la fraise des bois est originaire d'Europe. Les Romains l'ont cultivée vers 200 avant notre ère. La « grosse » fraise nous est venue de Virginie au seizième siècle, et surtout a été rapportée de Chili en 1714 par le capitaine français... Frézier.

Le temps des sciences

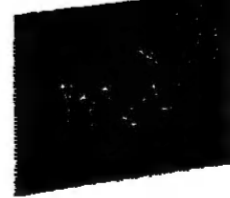
Un livre admirable. En le lisant, j'ai éprouvé un immense plaisir, car j'y ai trouvé pour la première fois depuis très longtemps une conception claire de la réalité du monde physique... Il faut bien considérer l'énorme importance philosophique de l'étude des particules élémentaires : en nous obligeant à reconnaître de nouvelles catégories gnoseologiques, elle nous donne une nouvelle vision du monde.

Evry Schetzman

Gilles Cohen-Tannoudji
Michel Spiro

La Matière-Espace-Temps

La logique des particules élémentaires



FAYARD

FAYARD

broché
400 pages
(avec caudex, tableaux et illustrations)
160 F

CINÉMA

La mort d'Andrei Tarkovski L'itinéraire du silence

Le cinéaste russe Andreï Tarkovski est mort à Paris dans la nuit du 28 au 29 décembre des suites d'un cancer. (Nos dernières éditions du 30 décembre.) Il était âgé de cinquante-quatre ans.

Le 19 mai 1966, la cérémonie du palmarès du Festival de Cannes est retransmise à la télévision. Tout le monde verra un adolescent mince et grave recevoir le Grand Prix spécial du jury, décerné au *Sacrifice* d'Andrei Tarkovski. Cet adolescent est le fils du cinéaste. Le film lui a été dédié. Il est venu à Cannes à la place de son père malade. A sa place, il remercie. Moment d'émotion, le seul à vrai dire, de cette soirée de récompenses. On sait Andreï Tarkovski malade, en effet, très malade, et c'est comme s'il avait donné au Festival son testament artistique et métaphysique. Comme si le fils recueillait l'héritage d'une pensée, une dernière fois adressée aux humains.

Cannes fut la porte ouverte pour Tarkovski, sur l'Occident, puis sur la renommée internationale. Le cinéma soviétique ne tenait pas tellement à faire connaître cet artiste inspiré, trop individualiste. Mais les hommes célèbres Tarkovski furent pour Moscou, à la longue, un alibi culturel. Les films passèrent les barrières. Jusqu'au moment où le réalisateur, qui était allé à Rome, décide de ne pas rentrer en URSS. *Le Sacrifice* dit à jamais l'exil et la vie du plus grand cinéaste qu'il y ait eu, à la fin des années 50. Il entre alors au VGK, l'Institut central de cinéma d'État, où il apprend les techniques sous la tutelle de Mikhaïl Romm. Ce cinéaste a dû s'accommoder des exigences du « réalisme socialiste », dont l'importance se sent quelque peu dans *Le Rouleau compresseur* et *Le Violon*, moyen métrage, travail de diplomate de fin d'études de Tarkovski (sujet édifiant, description

d'un quartier populaire de Moscou, mais apparaissent des scènes à la limite du rêve).

En 1962, Tarkovski réalise son premier long métrage, *L'Enfance d'Ivan*, histoire d'un gamin d'une douzaine d'années qui, en famille ayant été massacrée par les nazis, lutte comme agent de renseignement de l'armée soviétique dans les forêts. La grande guerre patriotique est un des thèmes favoris du cinéma soviétique et l'on est encore dans la période de « dégel » provoquée par le rapport Khrouchtchev en 1956. Tarkovski filme des destins individuels, introduit un humanisme brillant à la place des discours idéologiques, montre la haine et la révolte de l'enfant face à l'horreur du nazisme, place des intermédiaires ombrageux à travers le récit, chante le peuple russe, l'amour de la vie et de la liberté. Au Festival de Venise, *L'Enfance d'Ivan* reçoit le Lion d'or en sautoir avec *Journal intime* de Valerio Zurlini.

La naissance de la culture nationale

En 1965, il commence le tournage d'*Andrei Roublev*, histoire d'un jeune peintre d'icônes du quinzième siècle. Le scénario a été écrit avec Andreï Mikhaïlov-Kontchalovski. Des moyens importants sont donnés à ce qui doit être une fresque grandiose. Le film terminé est mis sous le boisseau par les autorités soviétiques. On refuse de le montrer dans les festivals occidentaux, sous prétexte qu'il n'est pas terminé. Finalement, il est « autorisé » au Festival de Cannes 1969, hors compétition. Un distributeur indépendant, Boris Gourevitch, l'achète pour la France et le sort au moment où les représentants soviétiques veulent annuler le contrat. *Andrei Roublev* sera présenté à Moscou, en 1972 seulement. D'une façon discrète.

Avec ce film, les ennemis commencent pour Tarkovski. La beauté des images, l'assimilation de la nature et de la culture nationale méconnaissable à l'époque où le grand duché de Russie est sous la puissance des Tartares, passe encore. Mais l'aspect mystique d'un artiste refusant de travailler sur commande, de créer pour une religion officielle, faisant venir de silence pour un péché dont il a gardé le secret, l'opposent au malin et à la souffrance, voilà qui est plus difficile à accepter. Tarkovski a le droit de se manifester, mais pas de contester. Les officiels ont compris son importance. La polémique restera donc vague et la censure laraire. On reproche au film des défor-



mations historiques, ce qui était arrivé à Eisenstein pour la deuxième époque d'*Ivan le Terrible*. L'itinéraire spirituel du peintre d'icônes provoque de petites vagues. Tarkovski va rester quelque temps en sommeil. Son film suivant, *Solaris* (1972), est un sujet de science-fiction, avec des idées philosophiques sur le progrès, la responsabilité de l'homme dans l'exploration de l'univers cosmique. L'URSS l'envoie à Cannes sans histoire. *Solaris* rapporte le Prix spécial du jury. On ne sait pas encore qu'une tradition s'installe : Tarkovski n'aura jamais la Palme d'or, mais des prix spéciaux.

Le Miroir (1974) provoque une véritable tempête. Tarkovski a déclaré, à ses débuts : « Le film devrait être pour l'auteur et pour le spectateur un acte moral purificateur ». Conception qu'il pousse alors au plus loin. Avec *Le Miroir*, il puise dans sa biographie, il jette sur l'écran, en un récit briaé, des souvenirs subjectifs, des images en couleurs, en noir et blanc, en sépia. Il brasse des faits historiques à travers les épisodes d'une existence où la

passé et le présent tourbillonnent en un admirable kaléidoscope.

Il est impossible de ne pas voir le nouveau, l'originalité, la grandeur d'un tel talent artistique. Des confrères lui rendent hommage. Mais, hypocritement, ils entendent qu'un « réalisme socialiste » au cinéma soviétique contemporain. D'un haut, les critiques pleuvent : formalisme, élitisme. Tarkovski n'a pas qu'il faut travailler pour un « art de masse ». Il y a déjà Bondartchouk. Oui, mais...

Une sorte modeste

Le Miroir, pourtant, n'est pas mis au placard. Il obtient une modeste sortie à Moscou. Il ne sera donc pas vu par le grand public. Mais il existe, il a été produit par le cinéma d'État, il n'est pas tombé du ciel et l'attitude officielle est forcément ambiguë. Cette ambiguïté rejait sur la position du film. Au début de 1978, *Le Miroir* pour la distribution à Paris, où Daniel Toscani du France 2 fait venir

Tarkovski. Il est entouré d'une délégation qui prend la température de son succès, mais on ne peut pas l'approcher seul. Pourtant, on peut croire, alors, qu'un « stariste » briaé, que les Soviétiques ont autorisé le génie de l'homme.

De fait, on lui laisse tourner *Stalker* (1979), randonnée métaphysique dans une « zone interdite », où un homme et un animal se font guider par un personnage clandestin. Le film, long, lent, étrange et beau, est, à l'aune du réalisme soviétique, encore plus « élitiste » que *Le Miroir*. Or Tarkovski n'a certes pas abusé les autorités sur son scénario et sa façon de le réaliser. On l'a l'œil et on le laisse faire, avec, d'ailleurs, les gros moyens qu'une entreprise privée, en France par exemple, n'aurait pas pu risquer. Dans quelques intentions, pour quelle politique ? La logique du génie, car il y en a forcément une, nous échappe. Critiqué, tracassé, surveillé, Tarkovski n'a pas été traité comme Paradjanov. Les règlements bureaucratiques se livrent à un jeu de cache-cache romanesque (à moins qu'il ne soit kalfakien) lorsqu'il faut laisser aller

Stalker au Festival de Cannes 1980, hors compétition.

La tactique officielle est de l'exporter. Il peut même aller librement réaliser à Rome *Nostalghia* (1983), qui lui présente au Festival de Cannes, en section officielle cette fois, et partage à égalité avec l'*Argent* de Robert Bresson un prix de création pour la circonstance. Quel autre terme pourrait-on lui proposer ? Fruit d'un accord de coproduction entre l'URSS et la deuxième chaîne de télévision italienne, *Nostalghia* a été écrit et réalisé par Tonino Guerra, relève de la création cinématographique pure.

Un poète soviétique, venu en Italie, pour réunir des documents concernant un musicien russe du siècle dernier, est amené à se poser des questions sur l'art et la beauté. Dans le film, l'Italie est un lieu d'indivision, une « zone interdite » de *Stalker*. La mise en scène en plans-séquences devient la fabuleuse randonnée d'un homme dans un univers où il se sent douloureusement inadaptable, où passent les souvenirs d'une enfance, d'un village, d'une isba, de la neige.

Malgré le prix du Festival de Cannes, la sortie de *Nostalghia* en France se fait attendre. Au début de 1984 avait lieu une rétrospective des films précédents. On avait blétié que Tarkovski, qui d'habitude ne rentre en URSS, s'installait en Occident avec une femme. Au mois de septembre, il invitait la presse internationale à le soutenir dans ses efforts pour faire venir d'URSS son fils âgé de quatorze ans. C'est lui qu'on verra, finalement, à Cannes, sur l'escalier du palais, pour le Grand Prix spécial du Jury.

Si *Nostalghia* est le *Sacrifice*, film d'été coproduit par la Suède et la France, Tarkovski l'a tournée dans l'île de Gotland, pendant l'été 1983, alors que sortait, sur l'île de France, *Nostalghia*. Pendant une nuit d'été traversée de menaces, un écrivain d'URSS se livre à la poésie. On l'a l'œil et on le laisse faire, avec, d'ailleurs, les gros moyens qu'une entreprise privée, en France par exemple, n'aurait pas pu risquer. Dans quelques intentions, pour quelle politique ? La logique du génie, car il y en a forcément une, nous échappe. Critiqué, tracassé, surveillé, Tarkovski n'a pas été traité comme Paradjanov. Les règlements bureaucratiques se livrent à un jeu de cache-cache romanesque (à moins qu'il ne soit kalfakien) lorsqu'il faut laisser aller

A la fin, le petit garçon de l'écrin (six ans), qu'une opération des cordes vocales rendait muet, retrouve la parole et arrose l'air mort, planté dans son père. Il se réveille en signe de fidélité. Images d'espoir pour Tarkovski, dont le chemin à travers le cinéma d'État est le même que celui de son père. Jacques Siclier.

PHOTO

« L'Ecart constant/Récits »

Images de scène

Des photos, des personnages, des acteurs, des instants, des portraits.

Trace, ombre, source d'inspiration ou outil de travail : la photographie de théâtre est tout cela. Et encore cette « part de rêve » entrevue dans un journal, qui donne le désir d'un spectacle, et qu'évoque Richard Fontana, un acteur de la Comédie-Française, dans *L'Ecart constant/Récits*. Un livre qui, loin de discuter sur les rapports amoureux et conflictuels qu'entretiennent théâtre et photographie, art de l'éphémère et l'image fixe, élargit le champ. Patrick Rogier, critique photographique au Monde, a orchestré dans cet ouvrage des voix multiples.

Photographes, écrivains, décorateurs, acteurs, metteurs en scène y évoquent, parfois par détours, la photographie de théâtre bien sûr, mais d'abord leur rapport personnel avec l'image. Le livre est ainsi chaleureux, léger et dense. Des photographes — Nicolas Treast, Claude Brasseur — y parlent de leur manière de pointer un instant, une émotion ; des écrivains, de quelques photographies en écho avec leurs préoccupations. Ainsi Denis Roche regarde une photographie de lui, et Georges

Lavandier, une fin de répétition de *Louise* dans un Avignon. Jacques Henric, notre « misérable jouissance de mal grés » sur les photographies des spectacles de Fina Heiner Müller compose une *Andronicus* pour les bêtes d'abattoir prises par Marc Tivrier. Et Jean-Christophe Bailly regarde s'éloigner, comme un danseur sur un chemin, l'Homme en blanc devant le premier fond noir de Marry.

Des instants défilés

Antoine Vitez, lui, ouvre son album de famille personnel : photographies de son père, de sa mère, d'un portrait de Meyerhold, d'une maison japonaise ; des gens, et des instants défilés. Il les raconte, de l'extérieur, en homme de théâtre, et Danièle Salles lui répond. Plus loin, les portraits de chair de Fernand Michaud (Vincent, Sobel, Planchon, Rosner, Vitez, Bouté, Hourdin) sont commentés par des critiques, des amis qui, sous la géographie des visages, perçoivent, peignent, quelques secrets de metteur en scène.

Deux textes historiques font le point sur l'étage de la photographie de théâtre et analysent comment l'évolution théâtrale, du dix-neuvième au vingtième siècle, s'accompagne d'un changement de point de vue sur les acteurs, la scène. Une centaine de photographies — de Sarah Bernhardt posant dans un cercueil aux Stéphanos captivés par le *Cercle de craie caucasien* mis en scène par Jean Dasté, en 1957 — complètent ce livre où, s'il est question d'écart, c'est bien d'échange dont il s'agit. Entre théâtre et photographie. Ecriture aussi.

ODILE QUIROT.

* *L'Ecart constant/Récits*. Editions Didactes, 26, rue, Claude-Decaen, Paris-12. 11 F.

NOTES

Les Polyphonies d'Afrique centrale démolées par Simha Arom

La musique africaine, aux yeux des profanes, pour totalement improvisée et spontanée, sans organisation rationnelle. Quatre années en République centrafricaine au contact des instrumentistes, mille pièces enregistrées, la découverte et la mise au point d'une méthode d'analyse (utilisant le re-recording) de ces polyphonies très enchevêtrées, douze années de transcriptions et de décodage, ont permis à Simha Arom, maître de recherches au CNRS, de changer totalement cette vision superficielle.

Deux volumes d'une haute technicité montrent au contraire « la cohérence et la complexité de ces musiques polyrythmiques, les règles qui les régissent et la théorie qui les sous-tend, la créativité qu'elles ont en œuvre ». C'est, au sens fort, la « reconnaissance » d'une culture différente.

J. L.

* Simha Arom, *Polyphonies et polyrythmes instrumentales d'Afrique centrale. Structure et méthodologie* (Editions de la Société d'études linguistiques et anthropologiques de France, 5, rue de Marseille, 75010 Paris. Deux volumes, 906 pages, 580 F.).

« Le Kabaret de la Dernière Chance » au Bataclan

Ce soir, au Kabaret de la Dernière Chance, il y a un poulet aux petits pois. Pas au menu, mais en guise de lot pour la tombola. Ce soir, en ce début des années 1900, la comète de Halley doit faire son apparition, et le président de la République en personne honorerait sa présence. L'établissement mixte situé dans une ville minière au pied

de la montagne des Andes. Quand la comète passe dans le ciel, chacun fera un vœu. Celui du feu Antonio lui a présidé pour qu'il annule la fermeture de son cabaret. Qui avait le droit de refuser une dernière chance en un soir comme celui-là ?

Au Bataclan, le spectateur n'assiste pas à un spectacle : assiste à une table, il en est partie prenante. Client actif du Kabaret de la Dernière Chance, il se lève, respecte, quand le président lui s'entre, les danseurs de la revue (port-jarretelles et bas résille) l'invitent à danser, les acteurs font office de serveurs, conversations et empanachades sont payantes (compliments, french-cancan et service compris). Pas toujours bien construite, encore mal en place dans l'espace, il y a des maladroites mais aussi de l'humour et de la poésie dans cette pièce et mise en scène par Pierre Barouh et Oscar Castro (formidable avec son accent chilien et ses tics « tenacités minable aux vêtements lustrés et aux mondanités velléitaires »).

La pièce ne viendra pas mais on entendra son prétendu passage (un avion, en réalité, qui s'est écrasé). De même, du spectacle, on retient moins l'argument que l'atmosphère, celle d'une soirée gaie et tapageuse. En cadeau, la pièce est vraiment lieu (1), comme promis, le poulet en premier prix. Le spectacle étant au voyage de quinze jours au Chili pour deux semaines, la chute de Pinochet (valable jusqu'en 2023). D'ici là, le parti du mois de janvier, Jacques Higelin remplacera Pierre Barouh dans les rôles du conteur et du pilote d'avion.

A. W.

(1) Tirage le 9 janvier, à 19 h, au profit des Restaurants du cœur. Jusqu'au 20 février, à 20 h 30.

Sido et Sacha

Une vraie nouveauté, avec un sens qui n'est ni de l'humour, ni une fable pour les enfants où l'on voit à l'écran une grande chienne qui se bat avec un chat de gouttière s'aimant d'une

étrange façon qui n'est pas faite l'amour, puisque la chienne aime un grand chat et que le chat aime un secret secret. L'histoire mélange les genres. On peut, si l'on veut, y voir un plaidoyer contre le racisme, pour le respect des différences. Mais le beau jeu de Claude Morand ne s'enferme pas dans les limites d'un leçon de pensée. Il s'ouvre grand à la sensualité, au plaisir.

La pièce de Jean-Claude Corillard ne tend pas aux grands effets : sagement alternent rythmes vifs et plages de repos. Les comédiens, Fabienne Courvoisier et Daniel Delabasse jouent les animaux dans ce jeu de mots et de gestes, les fantômes de la Variété et de l'Avant Spectacle qui s'installent la première Biennale de l'acteur qui s'est tenue au mois de décembre : « Io l'Attore », uniquement consacrée, cette année, à des artistes français, inspirée par des accords culturels bilatéraux, coproduite par l'ETI (Ente italiana), notre culture, les villes de Rome et de Paris.

Les spectacles « petites formes » présentés à l'Ateneo — mais fait Giulietta Masina, Carmelo Bene, Magliani — mais le temps fera justice de l'Umberto. Des troupes sont venues de Pan, d'Angers, mais la représentation la plus appréciée des Romains a été le *Monologue d'Adramelch*, de Valère Novarina, par André Marcon. L'invention de la langue n'a pas plus déconcerté qu'en France. Ici, l'acteur prend le pouvoir.

Avec *C'est dimanche*, la compagnie Jérôme Deschamps a certainement rappelé la poésie triste et tendre de Fellini ou de Totto. L'histoire n'est faite que de gestes manqués, de toux agressives, de borborygmes.

Le choix des organisateurs était sans doute très concerté, il a trouvé un écho très favorable. Il a prouvé l'audace, même agressive, fait ressortir les plus anciennes traditions du théâtre, et qu'en dehors des grandes productions de prestige un autre théâtre européen, susceptible de voyager, existe.

B. R.

Rome : acteurs en scène

A pas de la fontaine Trevi, plein cœur de Rome, se trouve la salle Umberto, vieux théâtre où se jouent des productions Totò, Magnani, et bien d'autres. Dans ce lieu, on peut voir les fantômes de la Variété et de l'Avant Spectacle qui s'installent la première Biennale de l'acteur qui s'est tenue au mois de décembre : « Io l'Attore », uniquement consacrée, cette année, à des artistes français, inspirée par des accords culturels bilatéraux, coproduite par l'ETI (Ente italiana), notre culture, les villes de Rome et de Paris.

Les spectacles « petites formes » présentés à l'Ateneo — mais fait Giulietta Masina, Carmelo Bene, Magliani — mais le temps fera justice de l'Umberto. Des troupes sont venues de Pan, d'Angers, mais la représentation la plus appréciée des Romains a été le *Monologue d'Adramelch*, de Valère Novarina, par André Marcon. L'invention de la langue n'a pas plus déconcerté qu'en France. Ici, l'acteur prend le pouvoir.

Avec *C'est dimanche*, la compagnie Jérôme Deschamps a certainement rappelé la poésie triste et tendre de Fellini ou de Totto. L'histoire n'est faite que de gestes manqués, de toux agressives, de borborygmes.

Le choix des organisateurs était sans doute très concerté, il a trouvé un écho très favorable. Il a prouvé l'audace, même agressive, fait ressortir les plus anciennes traditions du théâtre, et qu'en dehors des grandes productions de prestige un autre théâtre européen, susceptible de voyager, existe.

Economie

... Le Monde • Mercredi 31 décembre 1986 17

La grève dans les chemins de fer

La direction de la SNCF suspend son projet de rémunération

Les syndicats et la direction de la SNCF se retrouvent, mardi 30 décembre dans l'après-midi, pour discuter dans le cadre de la commission mixte du statut des conditions de travail. « Nous sommes tout à fait prêts à examiner l'ensemble des problèmes qui se posent et à chercher pour chacun d'eux des solutions qui peuvent être trouvées », a déclaré M. Jean Dupuy, directeur général de la SNCF sur TF 1. Un communiqué de M. Jacques Douffaigne, ministre délégué chargé des transports, a annoncé la nomination de M. François Lavondès, secrétaire général du Conseil économique et social, comme médiateur. « M. Lavondès, indique le communiqué, a accepté cette mission étant entendu que, en attendant la conclusion de ses travaux, le projet de grille est suspendu ».

Il est évidemment très difficile de terminer une grève quand elle prend autant d'ampleur que celle de la SNCF. « On n'arrête pas un train de grèves comme on arrête une bicyclette », note-t-on ironiquement à la CFDT. L'annonce coup sur coup d'une réunion de la commission du statut mardi, après un « début de reprise » du trafic plus artificiel que réel, et de la

suspension du projet de grille salariale « au mérite », « en attendant la conclusion des travaux » du médiateur, M. Lavondès, devait logiquement déstabiliser l'atmosphère. Or la détente se fait attendre. Si les gestes de la direction de la SNCF, vivement encouragés par le gouvernement, étaient intervenus le 23 décembre, au soir lorsque M. Philippe Esling, président de la Société nationale, se déclarait prêt à négocier « d'ici maintenant », nul doute qu'ils auraient pu apporter un réel apaisement. Mais en une semaine, les « coordinations » à la base se sont organisées et les syndicats, pour être au diapason de ces grèves souvent jeunes et déstabilisées, ont durci à leur tour leurs positions. Dans ce contexte, les concessions gouvernementales paraissent tardives et insuffisantes.

Dans l'entourage du premier ministre, on reconnaît qu'il n'est pas concevable de ne pas lâcher aux cheminots ce minimum qui leur permettrait de cesser la grève sans humiliation. Mais il n'est pas question pour autant de sonner la retraite, de signer une nouvelle déroute. Cette position aboutit à une certaine fermeté. Satisfait d'avoir résisté aux pressions syndicales sur les salaires en restant, à la SNCF, dans le cadre des directives de M. Chirac, le gouvernement estime qu'il peut se montrer plus ouvert sur les autres points du conflit, ceux qui sont justement les plus importants pour les grévistes. Mais les limites demeurent strictes. Ainsi il n'est pas question — c'est

le « syndrome Devaquet » — d'aller jusqu'au retrait du projet de grille. Sur les conditions de travail, M. Jean Dupuy, le directeur général de la SNCF, a annoncé que lors de la réunion de mardi « il y aura une très large marge de manœuvre pour la négociation ». Peut-être, mais on est plus que réservé à Matignon sur une réduction de la durée du travail pour les conducteurs, à moins que ne soient dérogés des moyens assurés des gains supplémentaires de productivité.

Pour M. Chirac, la journée de mardi devrait donc être décisive. On les grévistes font preuve de « bonne volonté » et tirent les conséquences des concessions faites en reprenant le travail, ou, en s'enfermant dans le jusqu'au-boutisme, ils prennent la responsabilité de laisser pourrir le conflit. Il n'est pas sûr pourtant que l'équation soit aussi simple.

Si l'est fréquent qu'un durcissement syndical précède l'achèvement d'une grève, on se trouve actuellement à la SNCF dans un scénario qui n'est ni classique ni maîtrisé par les syndicats. Pour eux aussi, le choix est redoutable. S'ils se contentent d'avaliser les « ouvertures » du gouvernement, ils prennent le risque de se couper d'une base qui n'entend pas être frustrée d'une éventuelle victoire. Un tel comportement aurait pour eux des conséquences redoutables. S'ils font au contraire monter la pression, ils risquent de déclencher un conflit interminable au prix d'une remise en cause, aux yeux de l'opi-

nion publique, d'une image d'interlocuteurs responsables. Cruel dilemme.

Pour l'heure, le durcissement est évident. Lundi, M. André Bergeron voyait dans un « gel » de la grille l'ébauche d'un compromis possible. Le lendemain, le secrétaire général de FO, reconnaît que les grévistes font du retrait de la grille « une question de principe ». « Personne ne ferme la porte », explique-t-il ce mardi en poursuivant ses efforts de médiation. Mais la fédération de cheminots demande le « retrait pur et simple » du projet de grille. Il en est de même pour la CFDT, la FOAAC et la CGT.

L'ampleur de notre mouvement permet d'obtenir satisfaction sur l'ensemble de nos revendications », souligne M. Vitry, porte-parole de la coordination nationale intercatégorielle des cheminots, en ajoutant à la liste des revendications le paiement des jours de grève. De leur côté, la CGT et la CFDT considèrent que la discussion salariale pour 1987 reste à mener refusant l'accord signé par des organisations minoritaires. Rien d'étonnant à ce que M. Krasucki essaie de marquer le mouvement de son paraphe en visant son élargissement : « Tous les salariés ont intérêt à s'engager », a-t-il lancé le 29 décembre sur Antenne 2. Que le flot monte ! Contrairement à d'autres responsables syndicaux, nous n'avons pas peur des travailleurs.

MICHEL NOBLECOURT.

La grille en question

La grille de rémunération des cheminots est donc suspendue, selon le ministère des transports. Cette nouvelle grille devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1988. Elle était destinée à corriger le système en vigueur qui privilégiait l'avancement à l'ancienneté.

Actuellement, on distingue trois types de promotion : l'avancement selon le système des échelons qui s'effectue à l'ancienneté avec un maximum de 20 % de salaire supplémentaire au bout de vingt-quatre ans ; le changement de qualification et la prise de responsabilité grâce à des examens qui permettent de gravir dix niveaux (quatre pour les agents d'exécution, trois pour la maîtrise, trois pour les cadres) ; enfin une attribution d'indices pour partie selon le mérite et pour partie à l'ancienneté (50 % à l'ancienneté pour les agents d'exécution, 30 % pour la maîtrise, 25 % pour les cadres). D'autre part, le pourcentage des promotions annuelles est automatique et statuaire.

La direction avait voulu revenir sur ces automatismes qui dynamisaient peu les cheminots et qui, dans un contexte de désinflation, monopolisaient la plus grande partie de la progression de la masse salariale. La décision discutée depuis le 17 septembre par la

direction et les syndicats ne modifie pas l'augmentation salariale liée à l'ancienneté. Il réduit le nombre des degrés de responsabilité accessibles par des examens (trois pour l'exécution, deux pour la maîtrise, deux pour les cadres). Surtout, il institue une progression à l'intérieur de ces degrés qui repose exclusivement sur le mérite de l'agent apprécié par son supérieur hiérarchique. Quant aux promotions, elles ne devaient plus être systématiques ; il était prévu que leur nombre fluctue avec les résultats financiers de la SNCF.

Les syndicats se sont plutôt mobilisés contre la fin des contingents automatiques de promotion et la relation faite avec les résultats de l'entreprise. A la base, les cheminots ont surtout considéré que la réduction de l'importance de l'ancienneté risquait de provoquer des promotions « à la tête du client ».

La décision de « suspendre » la grille, prise par la direction générale et le gouvernement découvre beaucoup de cadres cheminots qui, tout en critiquant les modalités du projet de grille, estiment indispensable de ne plus rémunérer de la même façon l'agent « fonctionnaire » et celui qui s'efforce de répondre aux demandes de la clientèle.

AL F.

M. Lavondès le médiateur

M. François Lavondès a accepté la mission dont l'a chargé M. Jacques Douffaigne, ministre délégué chargé des transports, selon un communiqué publié le 29 décembre, à 20 heures.

Il sera chargé d'apporter son concours à l'ensemble des nouvelles conditions ébauchées de rémunération de la SNCF, « étant entendu, ont-ils précisé, qu'en attendant la conclusion de ses travaux le projet de grille est suspendu ».

Secrétaire général du Conseil économique et social depuis 1974, M. Lavondès est conseiller d'Etat. Né en juillet 1932 à Avignon (Vaucluse), il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, et ancien élève de l'ENA (1960). Maitre des requêtes au Conseil d'Etat en 1967, M. Lavondès a notamment été, de 1969 à 1974, conseiller technique au secrétaire général de la présidence de la République.

A chaque entreprise selon... ses mérites

(Suite de la première page.)

Tels sont les faits. Telles sont les interrogations.

On trouverait probablement autant de raisons sociologiques et psychologiques de nourrir un soir pessimisme que de raisons historiques de ne montrer confiance. Parmi les premières, les paffes — volutes mais paffes tout de même — de MM. Bergey et Balladur. Le premier, en annonçant beaucoup trop tôt, début 1985, et avec trop d'insistance des baisses d'impôts et de mesures de soutien à l'économie, a largement répandu l'idée que l'austérité vouée par MM. Mauroy et Delors prenait fin avec lui. On en a vu les effets, renforcés il est vrai par la baisse des prix pétroliers : une flamée d'achats fin 1985-début 1986 comme on n'en avait pas connue depuis longtemps, gonflant nos importations, déséquilibrant notre commerce extérieur.

De telles fêtes ne s'oublient pas facilement, surtout

lorsqu'elles surviennent après trois ans d'abstinence. Elles laissent le goût agréable de la facilité retrouvée. Difficile alors d'accepter l'idée que la rigueur est de nouveau pour demain.

Gaffe de M. Balladur, réservant ostensiblement sa première visite de ministre de l'économie et des finances à un Antoine Pinay charismatique certain ; insouciance avec une constance proche de la provocation : toute une série de mesures plus favorables aux classes riches qu'aux classes pauvres : suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, rétablissement de l'anonymat sur les ventes d'or, amnistie pour les capitaux expatriés, baisse du taux le plus élevé de l'impôt sur le revenu. Sans oublier bien sûr les faveurs récemment accordées par le gouvernement aux agriculteurs et aux médecins. Que dans ces conditions des salariés se mettent en grève, estimant que la rigueur n'est plus le lot com-

mun et que des améliorations de leurs conditions de vie peuvent leur être accordées...

A l'inverse, l'histoire de ces dix dernières années est plutôt reconfortante. On y voit les Français refuser d'abord les disciplines comme celle d'une entreprise et comme salariés. C'est la période Barre, couronnée, si l'on peut dire, par un taux de progression du salaire moyen de 14,6 % en 1980, chiffre qui laisse un souvenir cuisant à l'ancien premier ministre. On y voit ensuite les mêmes acteurs du jeu économique prendre doucement conscience des nécessités du temps : faillites nombreuses d'entreprises puis acceptation — dans un calme étonnant — de la désindexation des salaires, de la baisse du pouvoir d'achat. Le tout sur fond de chômage grandissant.

Nous en sommes là avec des coûts salariaux par unité produits qui auront progressé cette année moins vite qu'en RFA : 1,7 % contre 2,3 %. Preuve tangible que la France a recollé — ou à peu près — aux habitudes des pays les plus sages. Le fait est assez nouveau et important pour être souligné.

Viellies pratiques, nouveaux usages

La France, qui chercha de façon solitaire en 1981 les voies de la croissance et de l'emploi, a adopté depuis quatre ans une politique économique moyenne, calquée sur celle des grands pays industrialisés. Cet alignement amène ces jours-ci M. Balladur à supprimer ce qui reste de l'encadrement des prix.

Il est plus que difficile dans ces conditions de maintenir intacte la politique des revenus depuis plus de quatre ans, même si, à l'évidence, salariés et chefs d'entreprise ont tout intérêt à se montrer prudents dans ce domaine.

Difficile pour deux raisons. La première est que, en retrouvant la liberté de fixer leurs marges et leurs tarifs, les commerçants, les prestataires de services et d'une façon générale les professions indépendantes retrouvent du même coup la liberté de fixer leurs revenus, ceux-ci dépendant du niveau de ceux-là.

La deuxième raison est qu'en 1986 les entreprises auront, dans leur ensemble, fortement amélioré leurs résultats d'exploitation, et que cette amélioration se poursuivra l'année prochaine. On voit mal alors comment l'évolution d'une partie des revenus pourrait, en France, rester encastrée (celle des salariés) alors que l'autre évoluerait librement en fonction des décisions des entrepreneurs eux-mêmes (commerçants et prestataires de services). De même, devient-il très difficile d'imposer des normes de progression maximale pour les

salaires — pas plus de 2 % en 1987, comme les prix — alors même que les sociétés qui n'ont qu'incomplètement répercuté la baisse des coûts énergétiques vont faire apparaître des résultats financiers en très nette amélioration.

Des hausses de salaires peuvent être accordées sans aucun dommage pour notre économie dans le secteur privé, si ces augmentations sont alignées sur les progrès de productivité. D'une certaine façon, ces hausses sont même un moteur de la croissance économique et la finalité de toute activité. Les progrès de productivité sont assez importants en France — supérieurs à ce qu'ils sont en RFA — pour donner une véritable marge de manœuvre aux entreprises performantes.

Déficitaire et subventionné

La seule question qu'on doit se poser est de savoir si ces gains doivent être exclusivement utilisés pour relever les salaires ou si une partie d'entre eux ne doit pas servir à baisser les prix de vente aux consommateurs. La réponse est claire : ne serait-ce qu'à cause des disparités trop fortes qui se creuseraient entre salariés d'entreprises performantes et salariés de firmes peu productives, une partie des gains de productivité doit aller aux baisses de prix. Autre façon d'améliorer le pouvoir d'achat des Français.

La SNCF pose un problème particulier, parce qu'elle est une entreprise publique, assurant un service public, parce que sa situation a des conséquences importantes pour l'ensemble de l'économie, comme on le voit depuis quelques jours sur le marché des changes, où le franc s'affaiblit. Mais le plus singulier dans la situation de la SNCF est qu'elle est déficitaire et subventionnée par l'Etat. Difficile, dans ces conditions, de la traiter comme n'importe quelle autre entreprise publique ou privée. D'une façon ou d'une autre, le gouvernement interviendra encore dans sa gestion.

Reste que la SNCF devra, à terme, calquer sa conduite sur celle des autres entreprises, viser l'équilibre d'exploitation et proportionner l'amélioration du niveau de vie de ses agents aux progrès de la productivité, l'évidence, de l'entreprise elle-même, mais aussi de chacun de ses agents.

Depuis quelques semaines, M. Balladur reçoit systématiquement chacun des responsables des entreprises publiques pour leur dire qu'ils seront jugés sur la rigueur de leur gestion. Le ministre devrait maintenant ajouter : et sur leur capacité à faire accepter cette rigueur.

ALAIN VERHOLE.

Les réticences des fonctionnaires

Refusé par les cheminots, le système du salaire au « mérite » n'a pas davantage les faveurs des fonctionnaires, si l'on en croit le sondage réalisé par IPSOS pour *Gestion sociale* (1). Seuls 32 % des fonctionnaires sont favorables à ce que, d'une année sur l'autre, les évolutions de la masse salariale se traduisent à moitié par des augmentations collectives et à moitié par des augmentations individuelles. 21 % souhaitent qu'elles soient à 100 % collectives, et 14 % à 75 % collectives et à 25 % individuelles. Même chez les cadres supérieurs, on ne trouve que 33 % de personnes favorables à des augmentations à moitié collectives et à moitié individuelles. 24 % des fonctionnaires ne se prononcent pas.

Depuis le changement de gouvernement, 61 % des fonctionnaires estiment que leur pouvoir d'achat s'est dégradé. 33 % estiment qu'il n'y a rien de changé, 46 % expriment le même sentiment pour l'emploi (qui s'est dégradé pour 46 %), 57 % pour les conditions de travail (dégradées pour 36 %), 65 % pour l'expression de leur avis, et 65 % pour l'efficacité de leur service. Un autre sondage d'IPSOS pour *Gestion sociale*, réalisé du 1^{er} au 8 décembre auprès de l'ensemble de la population salariée (avec un échantillon national représentatif de quatre cent cinquante personnes), indique que 66 % des salariés souhaitent que leur enfant entre dans la fonction publique, 17 % étant d'un avis contraire et 17 % ne se prononçant pas.

(1) Sondage réalisé par IPSOS du 25 novembre au 1^{er} décembre auprès d'un échantillon national représentatif de cinq cent trente fonctionnaires.

M. Madelin tente d'arrêter la grève des mineurs de Carmaux

M. Madelin a voulu apaiser la grève qui dure depuis plus de quatre semaines aux Houillères de Carmaux. Une entrevue, réunissant les syndicats, la direction des Charbonnages de France et les services du ministère de l'Industrie, s'est terminée sur une double décision : la mine sera fermée avant la fin du premier trimestre 1988, mais le plan social de reclassement négocié en février dernier est confirmé.

Des informations parues dans la presse locale début décembre avaient fait craindre aux mineurs que la fermeture ait lieu au premier semestre 1987, contrairement aux décisions du début d'année, avant donc que les mille trois cents salariés soient recasés, en particulier avant que la nouvelle exploitation de charbon à ciel ouvert, la Décoverte, n'ait atteint son plein régime avec cinq cents mineurs. La direction des Charbonnages, qui globalement accorde la fermeture des sites, n'avait pas vraiment démenti. La grève avait suivi.

En s'engageant à trouver d'ici mars 1988 une solution pour les trois cents mineurs au minimum encore à recaser (après les départs vers la découverte d'autres sites, l'EDF en préretraite), le ministère a fait un retour au plan de février. Les mineurs doivent se réunir ce mardi 30 décembre pour décider de la suite de leur mouvement.

Quand le rail sert de faire-valoir à la route

Trois mille cars mobilisés à travers la France

Les transporteurs routiers se font tout les mêmes. Pas officiellement, bien sûr, mais la paralysie du rail leur permet tout à la fois de travailler intensément et de démontrer la supériorité de leurs moyens de transport. Eux qui avaient paralysé les routes des stations de sports d'hiver en février 1984 se refont une virginité en acheminant les skieurs au mal de train vers Val-d'Isère ou vers Chamrousse. Pour une fois le service public, c'est eux.

En présentant, le lundi 29 décembre à la presse, « les transports routiers de remplacement », M. François Demanchaux, vice-président de la Fédération nationale des transports routiers (FNTR), et M. Hubert Chigoin, son délégué général, n'étaient pas peu fiers de la situation : trois mille cars mobilisés à travers la France « pour répondre aux besoins de déplacement les plus urgents ».

Des tarifs uniformes

Trente-cinq départs de Paris vers la province à heures fixes chaque jour, à partir de lundi, des services interurbains doublés, des lignes nouvelles créées entre les métropoles régionales et les chefs-lieux de département ; un bureau de renseignements installé à l'aéroport des Invalides à Paris et qui répond à toutes les demandes de renseignements sur les itinéraires possibles par car (tél. : (1) 45-31-58-58), des lignes internationales depuis la porte de la Villette et des cars au départ des gares parisiennes. Qui dit mieux ?

« Nous avons insisté auprès de nos adhérents sur deux impératifs :

tient à préciser M. Demanchaux ; nous leur recommandons d'abord de respecter leurs obligations en matière de sécurité, de temps, de conduite et de repos. Nous tenons aussi à ce que ces transports de substitution ne soient pas essentiellement une affaire commerciale. Ainsi nos tarifs sont-ils uniformes et basés sur le prix du billet SNCF de deuxième classe correspondant ».

Ce prix n'est-il pas plus élevé que ceux que pratiquent d'habitude les propriétaires d'autocars ? « Non, en plus nous mettons en ligne notre réseau de véhicules de grand tourisme, notre haut de gamme, inutilisés en cette saison ». Les réductions sociales sont-elles admises ? « Non, car nous ne recevons pas, comme la SNCF, d'aides de l'Etat pour les familles nombreuses, les militaires et les congés payés ». Les autocars partent-ils quel que soit leur remplissage ? « Jusqu'à présent, non. Nous partons de Paris avec des véhicules au moins aux trois quarts remplis. Maintenant que des autocars montent de la province, nous allons programmer leur départ pour une heure dite et ils partiront même avec un seul passager ».

Si la RATP se met durablement en grève dans la capitale, la FNTR est-elle prête à se substituer à elle ?

Transports de substitution

Le nouveau numéro de téléphone mis en place pour obtenir des renseignements sur les transports de substitution aux trains au départ de Paris est le 45-31-58-58.

ALAIN FAUJAS.

Charges financières

29 DECEMBRE

**Cours relevés
à 17 h 35**

Company	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Company	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Company	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
1438	AS 1670	1225	1095	1095	+ 2.10	1770	Marcel	1780	1770	1780	- 0.50	1830	Schneider & Co.	651	641	639	- 0.30
1439	C.R.E. 255	4240	4239	4300	+ 1.41	1775	Marelli	2460	2460	2460	- 1.04	1835	S.C.A.	82	82	80	- 2.40
1440	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1780	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1840	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1441	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1785	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1845	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1442	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1790	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1850	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1443	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1795	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1855	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1444	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1800	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1860	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1445	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1805	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1865	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1446	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1810	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1870	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1447	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1815	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1875	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1448	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1820	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1880	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1449	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1825	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1885	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1450	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1830	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1890	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1451	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1835	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1895	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1452	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1840	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1900	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1453	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1845	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1905	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1454	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1850	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1910	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1455	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1855	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1915	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1456	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1860	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1920	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1457	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1865	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1925	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1458	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1870	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1930	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1459	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1875	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1935	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1460	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1880	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1940	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1461	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1885	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1945	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1462	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1890	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1950	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1463	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1895	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1955	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1464	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1900	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1960	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1465	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1905	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1965	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1466	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1910	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1970	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1467	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1915	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1975	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1468	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1920	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1980	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1469	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1925	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1985	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1470	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1930	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1990	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1471	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1935	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	1995	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1472	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1940	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2000	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1473	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1945	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2005	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1474	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1950	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2010	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1475	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1955	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2015	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1476	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1960	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2020	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1477	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1965	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2025	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1478	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1970	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2030	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1479	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1975	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2035	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1480	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1980	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2040	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1481	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1985	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2045	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1482	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1990	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2050	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1483	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	1995	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2055	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1484	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2000	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2060	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1485	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2005	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2065	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1486	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2010	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2070	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1487	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2015	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2075	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1488	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2020	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2080	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1489	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2025	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2085	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1490	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2030	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2090	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1491	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2035	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2095	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1492	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2040	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2100	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1493	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2045	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2105	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1494	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2050	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2110	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1495	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2055	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2115	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1496	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2060	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2120	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1497	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2065	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2125	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1498	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2070	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2130	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1499	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2075	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2135	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1500	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2080	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2140	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1501	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2085	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2145	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1502	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2090	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2150	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1503	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2095	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2155	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1504	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2100	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2160	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1505	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2105	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2165	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1506	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2110	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2170	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1507	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2115	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2175	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1508	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2120	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2180	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1509	SAIP. P.T.	1225	1225	1225	+ 0.18	2125	Marelli-Gatti & Co.	2852	2840	2870	- 2.20	2185	S.C.A.E.	585	570	570	- 2.58
1510	SAIP. P.T.	1225</															

Second marché

VALEURS				% de nos.	% de coupon	VALEURS				Cours préc.	Dernier cours	VALEURS				Cours préc.	Dernier cours	VALEURS				Cours préc.	Dernier cours	VALEURS				Cours préc.	Dernier cours
Obligations						Chem. Bel.	489 40	982	100	Mérid. Délégué	500	498	Étrangères						A.S.P. S.A.	1380	1370	Dagblin D.T.A.	2725	2730	304 90	Mohr	280	280	324 90
Exp. 7 % 1979	9030			Chem. Canson	1025	1030		Mess.	270	271		A.E.R.	850	842		Albia Hémisider	940	940		2265	2117		Mohr - Orléans	720	725		324 90		
Exp. 8,50 % 77	128	8 338		Colindale (H)	940	940		Mess. W. H. H.	500	497		Albia	840	827		B.A.P.	800	805		805	805		Mohr - Orléans	720	725		324 90		
8,00 % 78/80	300 70	4 061		Cugnot	940	940		Orsay-Puteaux	485	480		Albia Alcan.	170	175		B.I.C.M.	515	514		805	805		Mohr - Orléans	720	725		324 90		
20,00 % 78/84	508	3 482		Cof. Industrielle	3950	3700		Opting	300	300	180 50	Alcan. Alcan.	170	175		B.L.P.	1208	1198		805	805		Mohr - Orléans	720	725		324 90		
13,25 % 80/80	100 00	7 000		Cong. Lyon-Alain	548	550		Opting (H. I. C.)	300	300	180 50	Alcan. Alcan.	170	175		B.L.P.	1208	1198		805	805		Mohr - Orléans	720	725		324 90		
13,00 % 80/87	100 30	2 838		Cong. Lyon-Alain	548	550		Opting (H. I. C.)	300	300	180 50	Alcan. Alcan.	170	175		B.L.P.	1208	1198		805	805		Mohr - Orléans	720	725		324 90		
13,00 % 80/88	100 70	2 838		Cong. Lyon-Alain	548	550		Opting (H. I. C.)	300	300	180 50	Alcan. Alcan.	170	175		B.L.P.	1208	1198		805	805		Mohr - Orléans	720	725		324 90		
13,25 % 81/84	90 40	8 044		Cong. Lyon-Alain	548	550		Opting (H. I. C.)	300	300	180 50	Alcan. Alcan.	170	175		B.L.P.	1208	1198		805	805		Mohr - Orléans	720	725		324 90		
14,20 % 82/83	117 40	16 870		Cong. Lyon-Alain	548	550		Opting (H. I. C.)	300	300	180 50	Alcan. Alcan.	170	175		B.L.P.	1208	1198		805	805		Mohr - Orléans	720	725		324 90		
15 % juin 82	119 76	6 942		Cong. Lyon-Alain	548	550		Opting (H. I. C.)	300	300	180 50	Alcan. Alcan.	170	175		B.L.P.	1208	1198		805	805		Mohr - Orléans	720	725		324 90		
14,00 % oct. 83	117 06	12 480		Cong. Lyon-Alain	548	550		Opting (H. I. C.)	300	300	180 50	Alcan. Alcan.	170	175		B.L.P.	1208	1198		805	805		Mohr - Orléans	720	725		324 90		
13,00 % déc. 83	120 80	0 330		Cong. Lyon-Alain	548	550		Opting (H. I. C.)	300	300	180 50	Alcan. Alcan.	170	175		B.L.P.	1208	1198		805	805		Mohr - Orléans	720	725		324 90		
11,25 % oct. 84	112 40	2 474		Cong. Lyon-Alain	548	550		Opting (H. I. C.)	300	300	180 50	Alcan. Alcan.	170	175		B.L.P.	1208	1198		805	805		Mohr - Orléans	720	725		324 90		
11,50 % oct. 85	112 40	2 703		Cong. Lyon-Alain	548	550		Opting (H. I. C.)	300	300	180 50	Alcan. Alcan.	170	175		B.L.P.	1208	1198		805	805		Mohr - Orléans	720	725		324 90		
11,50 % oct. 86	112 40	2 703		Cong. Lyon-Alain	548	550		Opting (H. I. C.)	300	300	180 50	Alcan. Alcan.	170	175		B.L.P.	1208	1198		805	805		Mohr - Orléans	720	725		324 90		
11,50 % oct. 87	112 40	2 703		Cong. Lyon-Alain	548	550		Opting (H. I. C.)	300	300	180 50	Alcan. Alcan.	170	175		B.L.P.	1208	1198		805	805		Mohr - Orléans	720	725		324 90		
11,50 % oct. 88	112 40	2 703		Cong. Lyon-Alain	548	550		Opting (H. I. C.)	300	300	180 50	Alcan. Alcan.	170	175		B.L.P.	1208	1198		805	805		Mohr - Orléans	720	725		324 90		
11,50 % oct. 89	112 40	2 703		Cong. Lyon-Alain	548	550		Opting (H. I. C.)	300	300	180 50	Alcan. Alcan.	170	175		B.L.P.	1208	1198		805	805		Mohr - Orléans	720	725		324 90		
11,50 % oct. 90	112 40	2 703		Cong. Lyon-Alain	548	550		Opting (H. I. C.)	300	300	180 50	Alcan. Alcan.	170	175		B.L.P.	1208	1198		805	805		Mohr - Orléans	720	725		324 90		

29/12

[illegible]

Marché libre de l'or

[illegible]

- : coupon détaché
- : offert
- ◐ : droit détaché
- ◑ : demandé
- ◆ : prix précédent
- ★ : marché continu.

صوتنا من الداخل

Le Monde

ÉTRANGER	SOCIÉTÉ	CULTURE	POLITIQUE	ÉCONOMIE	SERVICES
2 Tchad : M. Chirac s'entretient de la situation au Tibesti avec les présidents du Gabon et du Congo. 3 Afghanistan : Paris va tripler son aide aux réfugiés. 4 Le conflit au Liban. - Nouveaux attentats de l'ETA en Espagne.	8 Soixante ans après la disparition de Nungesser et Coli l'« Oiseau-Blanc » renaît de ses cendres. - La mort d'Yves Stourdzé. - Voile : les demi-finales de la Coupe Louis-Vuitton.	11 La mort d'André Tarkovski. - Photo : images de scène. 12 Expositions : Vladimir Skoda, un Pragoise à Ivry. - Communication.	16 Le Conseil constitutionnel valide l'essentiel du budget 1987 et la loi de finances rectificative pour 1986.	17 La grève dans les chemins de fer. 18 Le conflit de la marine marchande. - L'augmentation de capital du groupe CERUS. 18-19 Les marchés financiers.	Radio-télévision 14 Annonces classées 10 Carnet 15 Météorologie 14 Mots croisés 15 Loto 13 Programmes des spectacles 15 Services ouverts et fermés 15

Les grèves dans les transports

Tension persistante à la SNCF

La direction de la SNCF dit avoir constaté une augmentation du trafic ferroviaire, qui serait passé de 25 % à 30 % au cours de la journée. Mais, fait-elle observer, le mouvement de reprise aurait été plus significatif si des grévistes n'avaient pas bloqué les voies et multiplié les intimidations. « Nous avions les conducteurs », assure la direction, alors que les grévistes prétendent que les machines étaient souvent conduites par des agents de maîtrise ou des cadres.

Le climat est resté tendu pendant toute la journée du 29 décembre. En divers endroits, et pas seulement à Paris-Nord, des grévistes ont empêché ou retardé la circulation des trains. Cela a été le cas, entre autres, à Dijon, à Saint-Pierre-des-Corps, en Lorraine, dans le Nord, à Bordeaux et à Avignon. En plusieurs lieux, les forces de police sont intervenues, à Lyon et à Belfort, par exemple. En Lorraine, des policiers ont accompagné les trains, la direction se plaignant des « exactions de certains grévistes », qui faisaient descendre les voyageurs sur le ballast. Les CRS ont également défilé, sans incident, les gares parisiennes de Saint-Lazare, de Lyon et du Nord.

Au matin du 30 décembre, la situation ne s'était pas réellement améliorée sur l'ensemble du réseau, le trafic étant, comme la veille, de l'ordre de 30 %. La circulation des

lignes de banlieue était de un train sur six sur le réseau Paris-Est, nulle sur Paris-Nord, d'un train sur deux sur Paris-Saint-Lazare et Paris-Montparnasse. Elle était d'un train sur quatre pour Paris-Lyon, Paris-Austerlitz et la ligne C du RER.

Pour les grandes lignes, des trains étaient assurés au départ de Paris-Est, 30 % à Paris-Nord et à Paris-Austerlitz, 50 % à Paris-Saint-Lazare et 35 % à Paris-Montparnasse. Depuis la gare de Lyon, 40 % des trains TGV fonctionnaient et seulement 25 % des trains express et rapides. En province, la situation demeurait inchangée sur les réseaux omnibus.

En fin de matinée, une manifestation était prévue devant le siège de la SNCF à l'appel de la CGT, à laquelle devaient se joindre des postiers et des travailleurs de l'Etat.

Confusion à la RATP

La situation à la RATP demeure imprévisible. Alors que la CGT poursuit les arrêts de travail et que l'intersyndicale CFDT, FO, CFTC, autonomes et indépendants a lancé un préavis de grève pour le mardi 30 et le mercredi 31 décembre, le trafic était plus important, mardi matin, que ne l'espérait la direction de la Régie.

Cet état des choses est d'autant plus bizarre que les conducteurs autonomes ont repoussé un projet d'accord avec la direction qui proposait de leur affecter une partie des gains de productivité sous la forme d'une prime mensuelle de 150 F. Les conducteurs autonomes qui avaient « suspendu », le 24 décembre, leur mouvement de grève n'ont pas annoncé de nouvel arrêt de travail et sont à leur poste pendant que cer-

tains de leurs camarades des autres syndicats se mettent en grève...

La direction aborde donc en assez bonne position la négociation qui devait reprendre le 30 décembre à 15 heures, sur les augmentations salariales, les effectifs et les conditions de travail. Tous les syndicats se sont déclarés opposés aux premières propositions, qui consistent à rajouter, en 1987, 1 % de progression de la masse salariale au 1,7 % prévisible du fait du glissement « vieillissement-technicité ».

Il n'est pas exclu que M. Michel Rousselot, directeur général de la RATP, profite du peu d'impact de la grève pour améliorer ces propositions de façon à rapprocher l'augmentation globale 1987 de celle qui a été consentie à la SNCF, soit 3,08 %.

M. Chirac cherche à circonscrire le conflit

Le gouvernement a jugé qu'il ne pouvait pas s'en tenir, face aux conducteurs de train en grève, à la simple intransigence affichée depuis huit jours. A ne proposer rien d'autre aux grévistes que de reprendre le travail, le pouvoir risquait d'endosser la responsabilité du blocage. MM. Jacques Chirac et Edouard Balladur, entourés, le lundi 29 décembre en fin de matinée, à l'hôtel Matignon, de MM. Pierre Méhaignerie, Jacques Doufflaque, Charles Pasqua et Robert Pandraud, ont donc décidé de considérer la reprise de la circulation des trains amorcée et, en conséquence, d'ouvrir deux voies de négociation.

Pour autant, les ministres ne sont pas descendus dans l'arène. C'est encore à M. Jean Dupuy, directeur général de la SNCF, qu'il est revenu d'annoncer à la télévision, lundi soir, les ouvertures faites en direction des grévistes (voir page 17 l'article de Michel Noblecourt). M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, avait exprimé, de son côté, la ligne de conduite gouvernementale : « L'ensemble du gouvernement reste très attentif au développement de ce conflit social et souhaite que des solutions acceptables, qui ne remettent pas en cause le redressement économique engagé, puissent être trouvées, afin que prenne fin un conflit néfaste à la vie de la nation ».

Attentif, mais en retrait, le gouvernement se protège. Il n'était pas question, lundi, d'exposer un de ses membres aux mêmes débâcles que ceux subis, il y a quelques semaines, par M. Alain Devaquet. La grève des conducteurs de train est réputée être un problème catégoriel, qui se pose à l'intérieur d'une entreprise nationale dont la direction a pour mission d'appliquer la politique salariale du gouvernement et, pour le reste, de répondre comme elle

l'entend aux revendications de ses personnels.

La perturbation de la circulation des trains a des conséquences qui, elles, en revanche, sont d'ordre public et dont le gouvernement se préoccupe. C'est ce qui explique la participation des ministres de l'Intérieur et de la Sécurité à la réunion de lundi, au cours de laquelle, a dit M. Baudouin, les « mesures concernant les transports de remplacement » ont été étudiées. MM. Chirac et Balladur ne s'installent peut-être pas dans la perspective d'un conflit de longue durée, mais ils prennent leurs précautions.

Cette attitude repose sur deux considérations essentielles. En premier lieu, les revendications des cheminots en grève ne portent pas sur le montant des salaires. Les centrales syndicales qui n'ont pas signé l'accord salarial de la semaine dernière continuent à soulever cette question ; la CGT, qui, selon le gouvernement, chercherait ouvertement l'extension du mouvement, y insiste particulièrement ; mais les grévistes ne parlent, eux, que du projet de nouvelle « grille » et des conditions de travail. Le risque de contagion, vers d'autres entreprises nationales et vers la fonction publique, est donc jugé nul.

En second lieu, avec le problème de la grille des rémunérations, c'est, de nouveau, une réforme de « société » qui est en cause. Après avoir reculé sur les universités et reporté à plus tard d'autres projets, le gouvernement peut difficilement renoncer à un changement qui touche aux principes. Prendre davantage en compte le « mérite » et moins l'ancienneté dans les promotions au sein d'une entreprise publique, n'est-ce pas l'un des principaux commandements du libéralisme ? Aussi la grille élaborée à la SNCF est-elle « gelée » mais non retirée.

La bière augmente les cafetiers protestent

Le prix de la bière augmente de 8 % en janvier, mais les cafetiers plaident non coupable et tiennent à prévenir les consommateurs : la faute en revient, affirment-ils, aux brasseries et aux distributeurs.

Il est vrai que les cafetiers n'ont obtenu la libération de leurs prix (le Monde du 28 décembre) qu'après avoir fait la promesse formelle au ministère des finances d'augmenter modérément leurs tarifs (en prenant pour base le taux de l'inflation). Les syndicats professionnels ont donc envoyé des recommandations à leurs adhérents et rendu publique leur démarche afin qu'elle soit connue des consommateurs. Aussi se veulent-ils pas responsables aujourd'hui comme responsables de l'augmentation du prix du demi. Les cafetiers du Finistère ont demandé aux brasseries de « justifier publiquement » une telle décision. Quant à la Confédération française des hôteliers, restaurateurs, cafetiers, limonadiers, elle a alerté

la direction de la concurrence et des prix et l'Union générale de la brasserie française.

La CEE estime insuffisante la réforme japonaise sur la taxation des vins et alcools. - Aussi a-t-elle décidé de réviser la plainte qu'elle avait déposée devant le GATT (accord général sur les droits de douane et le commerce) et qu'elle avait accepté de mettre en sommeil fin novembre dans l'attente de modifications fiscales annoncées par le Japon. Selon la Commission européenne, le projet de loi japonais établit un régime fiscal uniforme pour les vins et liqueurs mais entretient une discrimination pour les alcools. Les whiskies et brandies produits au Japon resteront en effet soumis à une taxe nettement plus réduite que celle qui frappe les produits importés.

Pour les dix premiers mois de 1986, les exportations de vins et d'alcools de la CEE sur le Japon se sont élevées à 240 millions de dollars.

Le sort du docteur Jacques Darmon

Neuvième mois de prison...

Après un quatrième refus de mise en liberté, le docteur Jacques Darmon, écroué et incarcéré depuis le 18 avril, aurait tenté de mettre fin à ses jours pendant la nuit du 26 au 27 décembre. C'est ce qu'affirment ses parents qui, à l'exemple de nombreux proches et confrères du docteur, assurent qu'il est victime d'une injustice, n'ayant rien à voir avec le terrorisme, les armes et l'argent volé découverts à son domicile ayant été déposés à son insu. Le juge d'instruction, M. Jean-Louis Bruguière, et les policiers restent sur leurs positions, tout en reconnaissant que, contrairement à ce qui fut dit lors de l'arrestation du médecin, ce dossier serait sans rapport avec l'Action directe.

L'affaire fit, à l'époque, grand bruit. C'était au lendemain de la tentative d'assassinat - revendiquée par l'Action directe - contre M. Guy Bana, vice-président du CNPF, Rafles, arrestations et, dans le lot, des pistolets automatiques, des revolvers, des munitions et 1700000 francs provenant d'un hold-up commis le 4 mars à Nîmes, découverte au domicile d'un médecin, le docteur Darmon. La « théorie de la mouvance » trouvait, enfin, sa confirmation : les clandestins d'Action directe ont des relais respectables, la preuve...

Depuis, deux hommes sont en prison. Hamid Lailou, ancien « autonome », qui assure avoir été en contact de guerre avec son ami Darmon à l'insu de celui-ci, bref, qui prend tout sur lui. Le docteur Darmon, qui clame en vain son innocence, perd patience et attend toujours, huit mois après leur arrestation, une confrontation avec Lailou. Entre les deux, un juge, M. Bruguière, convaincu de tenir un dossier « constant », à 37 %, et qui semble vouloir jouer au chat et à la souris avec le médecin, espère des confidences ou des éclairages, bref un juge qui joue le montre.

Car, si l'on en croit le père du médecin, M. Gaston Darmon, cinquante-huit ans, tous les éléments du dossier disculpent son fils. « Mon fils n'est pas un terroriste, c'est un sociable. Comme moi, il a le sens de l'humour. Son appartement était ouvert à ses amis, la femme de ménage avait les clés... Les armes ? Il a d'habitude recouvert en possédant trois, mais une licence de la fédération française de tir prouve qu'il ne les cachait pas et

pratiquait le tir sportif depuis six ans. Les autres, comme l'argent volé, étaient dans des valises fermées à clef déposées par Lailou et leurs clefs étaient restées chez celui-ci. Et il est établi que Lailou avait un livre scotché à l'appartement ! Lors d'une seconde perquisition, les policiers ont trouvé caché dans un tiroir un revolver et un pistolet paraboliques. Si cela avait échappé, une première fois, à dix policiers, pourquoi mon fils aurait-il dû forcément les voir ? »

Témoins à décharge

En d'autres termes, l'amitié du docteur aurait été trahie par Lailou. M. Darmon assure que son fils « se consacrait uniquement à sa vie professionnelle ». Il présente les relevés d'imposition du médecin : 80 746 F en 1986. « Il gagnait sa vie honnêtement en bien ». Deux médecins, spécialistes de mésothérapie comme le docteur Darmon, les docteurs Jean-Marc Vallée et Daloz-Bourguignon, confirment l'avoir employé. « On a dit qu'il avait participé au hold-up de Nîmes et nous avons porté plainte contre ceux qui ont écrit ça. C'est une invention ! Ce jour-là, des témoignages prouvent qu'il a téléphoné au cabinet du docteur Vallée et il a défilé chez nous. Il avait même des rendez-vous avec des patients ! » Enfin, M. Gaston Darmon assure que les filatures policières, avant l'arrestation de son fils, font état d'un homme corpulent et au crime dégoûté, d'une taille d'un mètre soixante-dix, alors que son fils, ribâbe et surnommé « petit Jacques », ne dépasse pas un mètre cinquante-cinq.

Médecin, amis, patients, les témoins à décharge sont nombreux, mais ne semblent pas convaincre le juge d'instruction. « Ses qualités professionnelles et morales sont incompatibles avec l'image que l'on veut donner de lui », assure-t-il. Un père et une mère se battent pour leur fils : « Mon fils, un terroriste ? Moi, je suis médecin, je participe à tout ce qui peut aider l'Etat juif. Les gens ont été interpellés en 1968 parce qu'il manifestait pour les juifs d'URSS, il parle hébreu, il a passé son bac en Israël. Alors ? » M. Darmon a écrit au juge, affirmant que son fils « a été abusé, trompé, trahi », son fils unique qui porte le prénom de son frère, Jacques, résistant, fusillé par les Allemands à l'âge de vingt et un ans en 1941, « mort pour la France ». Le juge, lui, attend.

E. P.

PATRICK JARREAU.

Télécommunications

Jour « J » pour la signature de l'accord CGE-ITT

L'accord entre la firme française CGE (Compagnie générale d'électrotechnique) et l'américain ITT donnant naissance au deuxième groupe mondial de télécommunications devait être signé le mardi 30 décembre à Bruxelles.

Le nouvel ensemble - dont le nom est jalousement gardé secret - planifie 12,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires et emploiera environ cent cinquante mille personnes. Présent dans les télécommunications publiques, la téléphonie privée, les câbles et les fibres optiques, il serait dévolu à plus de 50 % par le groupe CGE-Alcatel, à 37 % par ITT, le reste se partageant entre la Société générale de Belgique (6 %) et le Crédit lyonnais. Cet ensemble sera

lui-même actionnaire directement des anciennes filiales d'ITT, d'Alcatel télécommunications, d'Alcatel électronique et des Câbles de Lyon. L'entreprise espagnole Telefonica ne participerait pas - du moins dans un premier temps - au montage.

Les contractants ont décidé d'exclure du périmètre de l'accord la participation de 24 % qu'ITT possède dans la société britannique STC, directement concurrente dans les câbles de certaines activités du groupe CGE. En conséquence, la somme à payer cash à ITT se monterait à 900 millions de dollars, dont 600 millions de dollars à déboursier en liquide par la CGE.

Les détails de l'accord - notamment son équipe dirigeante ainsi que sa stratégie - seront précisés dans les prochains jours.

Il aura donc fallu six mois au nouveau patron de la CGE, M. Pierre Suard, pour finaliser l'accord conclu par son prédécesseur, M. Georges Pébereau, dont l'ambition était de donner à la CGE une taille internationale dans le secteur des télécommunications. Une mission accomplie puisque l'ensemble né de ce mariage représente 12 % du marché mondial des télécommunications publiques.

F.V.

Offrez the Glenturret la fierté des Ecossais.

Un pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky, venu de la plus vieille distillerie d'Ecosse. Un cadeau à découvrir chez quelques rares spécialistes amoureux de vieux whiskies comme : Hédiard 21, place de la Madeleine, Paris 8^e.

Pour votre réveillon de la St-Sylvestre

Le Flageolet (Ch. J. J. J.)
15, rue de Cygne (1^{er} arr.) 42-96-83-38
nous propose un Dîner à la carte et vous attend, pour Rire l'année en beauté, au

Le Bon (Ch. J. J. J.)
9 et 11, rue de la Grande-Tranquillité (1^{er})
TL 40-26-50-06

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15 + ISLM

Le numéro du « Monde »
daté 30 décembre 1986
a été tiré à 464 687 exemplaires.

A B C D E F G

Valeurs françaises			
	Cours préfé.	Premier mois	Dernier mois
Alcatel	482	480	476
Alcatel-Alsthom	2180	2120	2121
Alcatel-Lucent	711	711	708
Banque Paribas	1130	1119	1110
Banque Paribas	2440	2440	2440
Banque Paribas	1270	1268	1267
Banque Paribas	4470	4440	4430
Carrefour	3880	3870	3860
Compagnie S.A.	1881	1870	1870
Compagnie S.A.	720	719	715
Crédit National	1451	1458	1441
Crédit National	1320	1300	1301
Crédit National	316	316	316
Crédit National	3790	3790	3760
Crédit National	1385	1378	1385
Crédit National	2812	2806	2800
Crédit National	1881	1870	1870
Crédit National	2531	2530	2518
Crédit National	1050	1040	1045
Crédit National	3800	3800	3800
Crédit National	1300	1278	1278
Crédit National	1070	1062	1045
Crédit National	1201	1198	1193
Crédit National	781	775	776
Crédit National	822	820	820
Crédit National	3150	3150	3150
Crédit National	1560	1538	1538
Crédit National	418 50	411	410
Crédit National	2280	2280	2280
Crédit National	818	818	818